

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 245

mai/juin 2016

48^e année

paraît 6 fois par an

Les vrais enjeux de l'accord salarial

Dans les mois à venir, un nouvel accord salarial devra être négocié entre le gouvernement et la CGFP – l'occasion d'insister sur les dimensions d'un tel accord. Contrairement à l'opinion courante qui ne met en évidence que l'aspect pécuniaire, un tel accord vise entre autres aussi à améliorer les *conditions de travail*, donc l'ensemble des paramètres qui contribuent à la satisfaction des agents publics et par conséquent à leur motivation et à la qualité de leur travail. Loin de se limiter à des aspects purement matériels, il comporte des aspects interrelationnels (collaboration et communication sur le lieu de travail), sociaux (concilier vie professionnelle et vie familiale), médicaux (santé physique et psychique au travail), statutaires (stabilité du contrat de travail)...

À la tête de la Fonction publique, l'État patron doit donner l'exemple et respecter certaines valeurs fondamentales telles que l'égalité, l'équité et la neutralité. Une rémunération adaptée, la stabilité de l'emploi, la protection de l'agent ainsi que l'égalité des chances créent un environnement professionnel favorable et garantissent surtout la bonne qualité, l'efficacité et la neutralité des services publics. Un agent bien payé n'a pas besoin de magouiller; des études internationales ont d'ailleurs régulièrement confirmé un taux de corruption des plus bas dans la Fonction publique luxembourgeoise. Ce que nos zoïles traitent de «privileges» n'est rien d'autre que le fondement du «travail décent» garant de la paix sociale et devrait plutôt servir d'exemple que de cible à des invectives gratuites.

Les accords salariaux négociés par la CGFP dans l'intérêt de tous les agents publics se déclinent en principe sur trois domaines: salarial, statutaire et social.

- En matière salariale, la CGFP a toujours fait preuve de responsabilité, a adapté ses revendica-

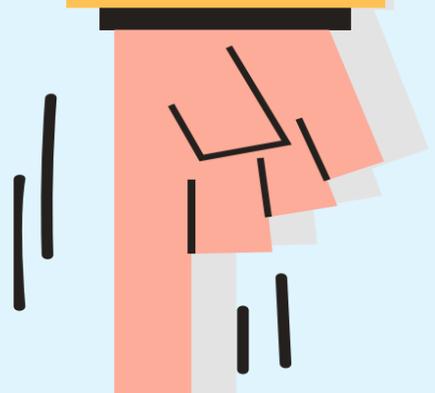
tions à la situation économique. Force est de constater que les salaires des agents de l'État n'ont pas été réévalués depuis un certain temps, la dernière augmentation du point indiciaire même reportée à plusieurs reprises. Au contraire, les indemnités pour certaines activités accessoires ont été revues à la baisse. Il s'agit donc bel et bien de veiller à ce que le pouvoir d'achat des fonctionnaires et employés publics ne décline pas mais continue à favoriser le commerce et les petites et moyennes entreprises luxembourgeoises.

- Le régime statutaire quant à lui est le garant de la neutralité du service public et l'élément clé de son efficacité, assurant aux agents la sécurité de l'emploi. Les négociations salariales offrent l'occasion d'améliorer encore l'environnement professionnel (sécurité des représentants du personnel par exemple). Au lendemain d'une réforme statutaire et salariale de taille, le moment est venu de revoir certaines mesures sources de nouvelles inégalités ou difficiles à réaliser sur le terrain.

- La CGFP se soucie également des conditions sociales de tous les agents publics et s'efforce de les soutenir dans leur vie quotidienne. L'investissement de CGFP-Services et de son équipe dynamique et zélée offre des services de qualité à nos membres leur permettant entre autres de mieux concilier vie familiale et professionnelle. Des institutions hautement sociales telles que les crèches sont issues d'accords salariaux conclus dans le passé.

Alors que le PIB du Luxembourg frôle les cinq pour cent et que même celui de la zone euro, certes à la traîne, est en progression nette, et que le premier ministre dans son discours à la nation se félicite que tout va mieux, il est impensable que la Fonction

**Gemeinsam
gegen weiteren
Sozialabbau
im öffentlichen
Dienst!**



**Wann: 16. Juni 2016
um 18:00 Uhr**

**Wo: Parc Hotel Alvisse
in Dommeldingen**

publique dans le prochain accord salarial soit laissée pour compte et condamnée, comme en pleine crise passée, à se satisfaire d'un accord à taux zéro.

Les négociations en cours démontrent d'un côté la volonté de la CGFP de s'investir pour le bien de tous les agents publics. De l'autre côté, le gouvernement comme

«patron» devra contribuer sa part à l'amélioration du climat de travail, par conséquent à un service public de qualité. Le moment est venu de renouer avec le dialogue social franc et authentique et d'éviter d'en faire voir des vertes et des pas mûres à la CGFP qui ne sera pas dupe et ne se laissera pas faire.

Claude HEISER

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
488, route de Longwy,
L-1940 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27-1 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30
La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.
Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141

Gemeinsam gegen weiteren Sozialabbau im öffentlichen Dienst!

A stylized illustration of a hand holding a yellow flag. The hand is rendered in shades of orange and red, with black outlines for the fingers and palm. The flag is bright yellow and is being held from the bottom right corner, extending towards the top right of the page. The background is white with a red border around the entire content area.

WANN: 16. Juni 2016 um 18:00 Uhr

WO: Parc Hotel Alvisse in Dommeldingen

Im Zuge der Sparmaßnahmen kam es bereits mehrfach zu Sonderopfern für öffentliche Bedienstete.

Und weitere stehen an...

Deshalb fordert die CGFP:

- SCHLUSS mit zusätzlichen Verschlechterungen, die ausschließlich zu Lasten des öffentlichen Dienstes gehen!**
- VERBESSERUNGEN, die dem wirtschaftlichen Aufschwung angepasst sind!**



CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

488, ROUTE DE LONGWY
L-1940 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 31 mai 2016

Péril en la demeure!

Chère collègue,
Cher collègue,

Depuis quelques temps déjà, les relations entre le gouvernement et la Fonction Publique sont allées de mal en pis. Sous des apparences trompeuses, nos responsables politiques, tout en affichant de respecter les engagements de leurs prédécesseurs à l'égard de la CGFP, sont en train de les miner subrepticement en les grignotant systématiquement auprès de nos organisations sectorielles, mine de rien, comme si les assurances données à l'organisation faïtière ne valaient pas pour celles-ci.

Actuellement dans le collimateur, sont, entre autres, l'armée, la police et plus directement encore les agents du SREL, responsables de la sécurité de l'État et des citoyens, exposés dans l'exercice de leurs fonctions et plus que jamais indispensables. D'autres ne tarderont pas à suivre une fois qu'on aura créé un précédent pour en découdre avec qui on voudra. En clair, nous sommes tous visés voire menacés et ce serait une lourde erreur de faire l'autruche!

Le nouveau dictionnaire étymologique gouvernemental se lit comme suit: «*dialogue social veut dire informer, surprendre, mettre devant le fait accompli*». Le comble, c'est que cet exercice de grignotage ne rapporte même pas de quoi financer le renforcement administratif nécessaire pour le réaliser. En même temps l'équipe gouvernementale ne cesse de proclamer à tue-tête à quel point «*nous allons mieux que jamais*». Alors à quoi bon essayer de ponctionner le pouvoir d'achat des agents publics? C'est simplement aberrant!

Faire flèche de tout bois n'est pas très original. Cela ne gêne nullement le gouvernement de traiter les primes comme des allocations de repas. Faire fi de l'engagement oral du gouvernement précédent de ne pas toucher aux primes avant une étude approfondie est autrement grave, car au niveau de l'honnêteté intellectuelle la parole donnée vaut signature.

Affirmer tout haut qu'il y a plus de 1.000 types de primes, qui existent d'ailleurs aussi dans le secteur conventionné et dans le privé, c'est mettre directement en cause les gouvernements antérieurs dont faisaient partie l'un ou l'autre des coalitionnaires actuels.

Comment se fait-il, soit dit en passant, que le Conseil d'État fasse une opposition formelle à propos d'une prime accordée au SREL alors qu'il n'en fit rien à propos de toutes les autres auparavant? Les primes ayant toujours fait partie intégrante du revenu mensuel des agents, comment ose-t-on à présent les mettre en cause, et surtout en pleine période de congé! S'y ajoute que dans certains cas, ces primes ne sont pas de petits accessoires mais, au contraire, représentent une partie importante de la rémunération des agents.

Il est évident qu'on veut créer de toute pièce un précédent pour s'attaquer ensuite à toutes les primes actuellement versées, et pourquoi pas de nouveau aux rémunérations du secteur public en général! Pour faire face à cette menace, il y a lieu de faire appel à la solidarité sans faille de toute la Fonction Publique pour protester et agir contre cette dérive gouvernementale, constituant le premier pas vers le démantèlement social qui finira par toucher tous les agents publics. Ce n'est pas sans amertume et indignation qu'il faut constater qu'il s'agit là d'une façon bien particulière du gouvernement de remercier les agents de l'État pour l'excellent travail qu'ils ont fourni lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Comme dirait l'autre «*merci Patron-État*». Cependant, nous ne nous laisserons pas faire. Quand il y a péril en la demeure, il faut le confronter résolument!

Chère collègue, cher collègue,

Vu l'importance des enjeux qui nous concernent tous, nous vous adressons l'appel pressant de rejoindre nos rangs lors du mouvement de protestation du 16 juin.

Le comité exécutif de la CGFP



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Gegen Sonderopfer zu Lasten des öffentlichen Dienstes:

CGFP beschließt Protestveranstaltung

Mit dem Ziel, zusätzliche Sparmaßnahmen zu Lasten des öffentlichen Dienstes zu verhindern, beschloss die Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP, am kommenden 16. Juni eine großangelegte Protestveranstaltung zu organisieren, in deren Verlauf auch die Solidarität, die innerhalb der öffentlichen Funktion herrscht, zum Ausdruck kommen soll. Dies war nur eine Entscheidung aus dem CGFP-Exekutivkomitee, das am Freitag, dem 13. Mai 2016, am Hauptsitz der CGFP in Luxemburg-Merl tagte.

Die CGFP-Exekutive stützt sich bei ihrer Entscheidung in erster Linie auf die nun von Regierungsseite vorgelegten deutlich verbesserten Staatsfinanzen,

die zusätzliche und vor allen Dingen einseitige Sparmaßnahmen zu Lasten des öffentlichen Dienstes „schlicht überflüssig“ machten.

Wie bereits verlautet, befürchtet die CGFP insbesondere Einschnitte bei den Prämien für Staatsbedienstete. In einer Pressemitteilung vom vergangenen 2. Mai hatte die CGFP schon darauf hingewiesen, dass die Regelung der Prämien bereits Gegenstand der Verhandlungen mit der vorigen Regierung zur Dienstrechtsreform war. Die CGFP hatte dem Reformpaket in der Tat nur zugestimmt unter dem Vorbehalt, dass die Prämien im öffentlichen Dienst nicht verschlechtert würden. Und an diese Zusage müsse

sich auch die neue Regierung halten, hatte es auf CGFP-Seite geheißen.

Da auf Regierungsseite allerdings kein Einlenken erkennbar sei, sehe sich die CGFP nun veranlasst, einen Schritt weiterzugehen, heißt es zur Begründung. Die CGFP erinnert noch einmal daran, dass die Vereinbarung mit der Vorgängerregierung eindeutig vorgesehen habe, dass zunächst einmal eine tiefgreifende Analyse der im öffentlichen Dienst ausgezahlten Prämien vorliegen müsse, bevor erst über diese Thematik verhandelt werde.

Demzufolge kann es für die CGFP nicht sein, dass Prämien auf einmal ganz abgeschafft würden oder deren Auszahlung auf elf Monate im Jahr begrenzt

würde, was einen Präzedenzfall schaffen würde. Auch könne es nicht angehen, dass ein Vorgesetzter nach Gutdünken entscheiden könne, wem eine Prämie zustehe und wem nicht.

Die CGFP erinnert einmal mehr daran, dass es im Zuge der Sparmaßnahmen bereits mehrfach zu Sonderopfern für öffentliche Bedienstete gekommen sei. Zusätzliche Verschlechterungen, die ausschließlich zu Lasten des öffentlichen Dienstes gingen, wird die CGFP keinesfalls zulassen und erwartet sich ganz im Gegenteil dem wirtschaftlichen Aufschwung angepasste Verbesserungen, moralischer, sozialer und finanzieller Natur.

Regierungserklärung und Steuerreform

Die CGFP zur Regierungserklärung

In einer ersten Reaktion nach der von Premierminister Xavier Bettel am Dienstag, dem 26. April 2016, im Parlament vorgetragenen Regierungserklärung zur wirtschaftlichen, sozialen und finanziellen Lage des Landes zeigt sich die Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP insgesamt zuversichtlich.

Der Schwerpunkt im Laufe dieses Jahres liege bekanntlich auf der für 2017 angekündigten Steuerreform, die der Premierminister in seiner Ansprache noch einmal näher beleuchtete. Die CGFP könne die Ansätze dieser Reform nur begrüßen, allerdings gebe es in vielen Punkten noch Aus- und Verbesserungsbedarf. Besonders bei der Steuergerechtigkeit bestehe noch hinreichend Potenzial zur Steigerung.

So müssten die Haushalte gegenüber den Unternehmen deutlich entlastet werden, um endlich die Steuerlast wieder gerechter zu verteilen. Diesem Punkt sei in den jetzt vorgelegten Maßnahmen jedoch nicht genügend Rechnung getragen worden. In der Vergangenheit habe die CGFP sich auch schon mehrfach für die Einführung von zusätzlichen Stufen in der Steuertabelle sowie eine Abschwächung der Progression in den unteren Einkommensstufen ausgesprochen. Mit Bedauern müsse sie nun feststellen, dass diese Anregungen nicht zu reichend berücksichtigt wurden.

Wohl sei die Regierung den Sozialpartnern in einigen Punkten entgegengekommen – so sei es begrüßenswert,



dass Steuererleichterungen vorgenommen werden sollen, die die Kaufkraft stärken, und Steuerhinterziehung zukünftig stärker bekämpft werden soll –, aber nicht in dem Maße, wie die CGFP es sich gewünscht hätte.

Die CGFP bestehe jedenfalls weiterhin auf ihren Forderungen, so auch was die Besteuerung von insbesondere Alleinerziehenden in der Steuerklasse 1A betrifft. Tatsächlich bestehe hier bei einem Einkommen von 45.000€ bei der Besteuerung kein wesentlicher Unterschied mehr

zwischen den Steuerklassen 1A und 1, der Klasse also, in die Junggesellenhaushalte eingestuft werden. Die CGFP fordere in diesem Punkt ganz klar eine Einstufung der entsprechenden Haushalte aus der Steuerklasse 1A in die Steuerklasse 2, in der sie gleichermaßen besteuert würden wie verheiratete Paare.

Des Weiteren sei es von absoluter Wichtigkeit, dass eine automatische Anpassung der Steuertabelle an die Inflation sowie eine gerechtere Besteuerung der Kapitalerträge erfolge.

Neue Maßnahmen wie beispielsweise die optionale Individualbesteuerung werde die Fiskalverwaltung indes vor große Herausforderungen stellen.

Die CGFP werde sich auch weiterhin für ihre Forderungen einsetzen und poche auf eine gerechtere Aufteilung der Steuerlast.

Dass die finanzielle Lage des Landes mit einem Haushaltsüberschuss von 672 Mio. Euro im Jahre 2015 und einem Wachstum von +4,8% gesund sei, nimmt die CGFP mit Genugtuung zur Kenntnis. Vor dem Hintergrund dieser mehr als positiven Entwicklung kann sie Investitionen in die Zukunft nur zustimmen.

Was den nationalen Wohnungsmarkt anbelangt, kann die CGFP der Schaffung von zusätzlichen Wohnungen zu sozial vertretbaren Preisen nur beipflichten, geht es doch darum, einer ständig steigenden Nachfrage nach bezahlbarem Wohnraum gerecht zu werden. Nach Darstellung der CGFP müssten allerdings die richtigen Akzente gesetzt werden, damit letztlich auch die richtigen Zielgruppen in den Genuss dieser Maßnahmen kämen.

Stichwort Familienpolitik: Dass der Elternurlaub künftig flexibler gestaltet werden soll, wertet die CGFP insgesamt als positiv. Im Gegensatz dazu stellt die Neuregelung des Kindergeldes für die CGFP nach wie vor eine spürbare Verschlechterung im Vergleich zu den derzeitigen Bestimmungen dar.

CGFP solidarisch mit Pflege- und Gesundheitssektor

Nach Bekanntgabe einer großangelegten Protestveranstaltung am kommenden 4. Juni im Stadtzentrum zur Aufwertung der Gesundheits- und Pflegeberufe kann sich die Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP nur solidarisch erklären mit den dazu aufrufenden Berufsverbänden.

Als Mitunterzeichner stützt sich die CGFP dabei auf das Bipartite-Abkommen mit der Regierung vom 28. November 2014, in dem Artikel 12 die Anwendung der Reformen im öffentlichen Dienst, die Teil des Abkommens mit der CGFP darstellen, im Gesundheits- und Pflegesektor vorsehe. Im Wortlaut heißt es darin:

„Transcription de la réforme des carrières de la fonction publique dans le secteur hospitalier et le secteur des aides et de soins.

La réforme dans la fonction publique et l'accord salarial auront un impact sur les

négociations de la convention collective des secteurs hospitalier et des aides et de soins. Les renouvellements des conventions collectives de travail FHL et SAS sont négociés sur base d'une enveloppe globale fixée suivant les dispositions inscrites aux articles 28 des conventions collectives de travail. Le Gouvernement s'engage à respecter l'application de ces articles qui prévoient la transposition des adaptations générales et catégorielles des rémunérations, des traitements et des conditions de travail dans la fonction publique sur les salariés tombant sous le champ d'application des CCT's FHL et SAS.“

Die CGFP weist darauf hin, dass es sich dabei ganz eindeutig um ein Ergebnis aus Verhandlungen zwischen Regierung und Sozialpartnern handle und appelliert demzufolge an die Regierung, ihren Verpflichtungen bezüglich der Umsetzung dieser Bestimmungen unverzüglich nachzukommen.

CGFP



Ihre Berufsvertretung

Réforme fiscale 2017

La double peine des monoparentaux

Au Luxembourg, près d'une famille avec enfants sur 10 est une famille monoparentale (9%) et 82,7% d'entre elles sont des femmes qui élèvent seules un ou plusieurs enfants. Parmi ces femmes, 44,6% vivent en-dessous du seuil de pauvreté!

On pourrait donc croire que le système fiscal, que ce soit avant ou après la réforme fiscale, vienne en aide à ces familles monoparentales. Or il n'en est rien!

1. Les monoparentaux paient jusqu'à 5 fois plus d'impôts que les couples mariés!

Tous les parents célibataires qui bénéficient d'une modération d'impôt pour enfant sont rangés dans une classe d'impôt spécifique: la classe 1A. En cas de divorce ou de décès du conjoint, les ex-époux ainsi que les veufs/veuves continuent de bénéficier de la classe d'impôt 2 pendant les 3 années qui suivent la première comparution ou le décès, mais à compter de la 4^e année, ces personnes tombent dans la classe d'impôt 1A.

Paradoxalement, les familles monoparentales et les veuf(ve)s de la classe 1A sont nettement plus taxées que les couples mariés, avec ou sans enfants, de la classe 2.

Quelques exemples:

- Pour un revenu imposable de 45.000 euros par an: une mère seule paie 7.143 euros d'impôts par an, un couple marié, même sans enfants, paie 2.899 euros d'impôts par an, soit 2,5 fois moins.
- Pour un revenu imposable de 30.000 euros par an: la mère célibataire devra s'acquitter de 1.444 euros d'impôts par an, le couple marié de 670 euros, soit 2,2 fois moins.
- Pour un revenu imposable de 55.000 euros par an: une mère célibataire doit s'acquitter de 11.143 euros d'impôts par an, le couple marié de 5.045 euros, soit 2,2 fois moins.

Or, un couple marié peut en outre profiter de plus de déductions, abattements et crédits d'impôts qu'un parent célibataire. Un couple marié dispose donc en réalité d'un revenu brut nettement supérieur à celui d'un parent seul pour un revenu imposable équivalent.

Prenons l'exemple de 4 familles de moins de quarante ans ayant chacune des revenus identiques de 56.800 euros bruts par an et des charges identiques, mais dont la situation conjugale est différente.

Après déduction des différents frais et charges en fonction des plafonds applicables à chaque situation de famille, puis des crédits d'impôt correspondants, le niveau d'imposition de chacune de ces familles se présente comme suit dans le graphique en bas:

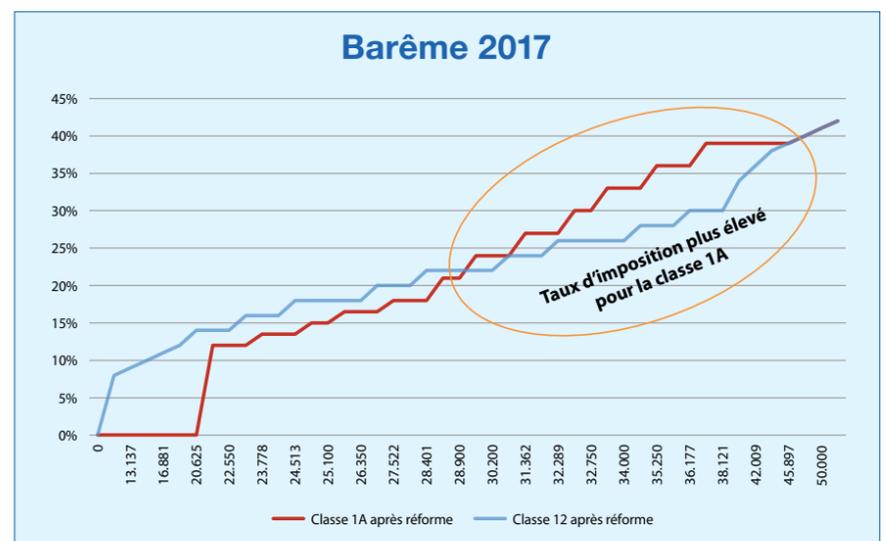
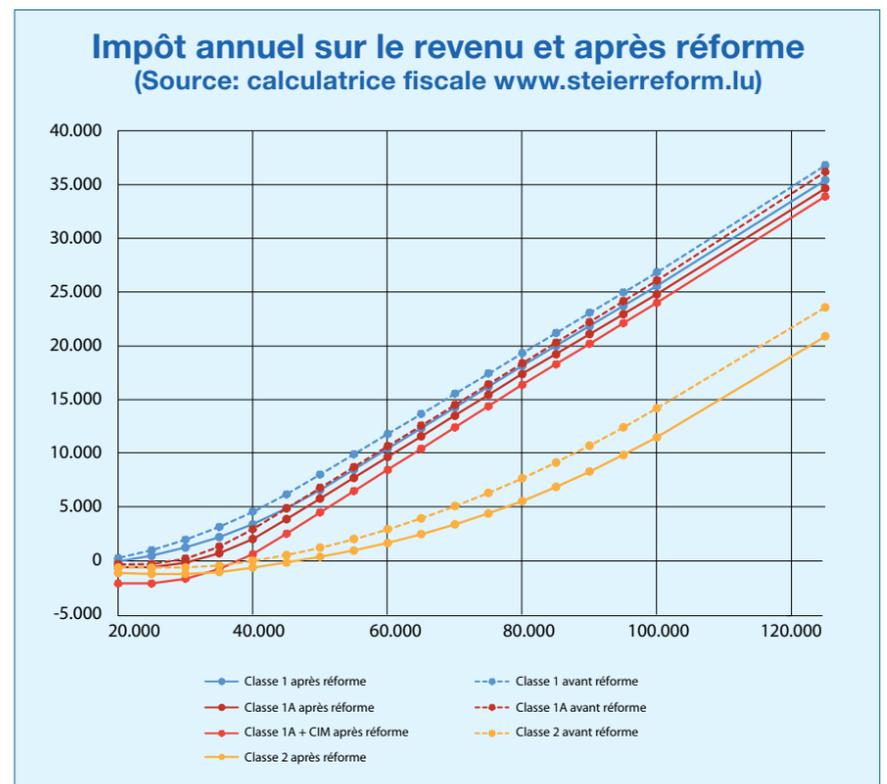
Une famille monoparentale avec un enfant paie donc, à revenu égal (pension alimentaire incluse dans le revenu), entre 4.265 et 5.403 euros d'impôts de plus par an qu'un couple marié, soit entre 3,5 et 5 fois plus d'impôts!

2. La réforme fiscale n'améliore pas la situation, elle l'aggrave!

Les familles monoparentales attendaient donc beaucoup des mesures envisagées par le gouvernement pour corriger cette injustice héritée d'un autre temps. Pourtant, les mesures annoncées par le gouvernement le 29 février 2016 sont plus que décevantes pour les monoparentaux.

Présenté comme une mesure pour les familles, le doublement du crédit d'impôt monoparental (CIM) de 750 à 1.500€ fait en réalité figure de miroir aux alouettes. En y regardant de plus près, on s'aperçoit qu'il ne concerne qu'une très petite minorité de familles, à savoir les seuls parents qui perçoivent moins de 160 euros par mois ou 1.920 euros par an de pension alimentaire, quel que soit le nombre d'enfants. Un grand nombre de ménages monoparentaux ne bénéficie donc pas du crédit d'impôt monoparental alors qu'ils sont déjà imposés sur les pensions alimentaires perçues. D'autre part, pour celles qui y ont droit, le CIM (quelques centaines d'euros par an) est loin de combler la différence d'imposition entre un couple marié et une famille monoparentale.

De plus, après la réforme, la différence d'imposition mensuelle entre la classe 1A et la classe 1 se réduit encore davantage alors que, par définition, les ménages monoparentaux se composent d'au moins deux personnes, dont un enfant, tandis que les célibataires sont seuls. Le taux d'imposition proposé pour la classe 1A d'après le nouveau barème 2017 est même supérieur à celui de la classe 1 pour les revenus situés entre 30.066 et 45.897 euros par an! Alors que la classe 1A bénéficiait d'une formule de calcul permettant de bénéficier d'un abattement pour les revenus inférieurs à 45.000 euros, ce nouveau barème



annule ainsi complètement les effets de cet abattement.

Par ailleurs, d'après le barème proposé par le gouvernement, l'avantage comparatif des bénéficiaires de la classe 2 sur ceux de la classe 1A, qui s'accroît déjà considérablement avec le niveau de revenu, augmente encore davantage en faveur des couples mariés puisque la grande majorité des familles monoparentales serait encore

redevable de 200 à plus de 1.000 euros d'impôts supplémentaires par mois par rapport à un couple marié disposant du même revenu imposable.

3. Une seule solution sociale-ment juste: la suppression de la classe 1A

La seule mesure juste socialement est donc la suppression pure et simple de la classe d'imposition 1A et l'octroi d'office de la classe d'impôt 2 à tous les veuf(ve)s, célibataires et divorcé(e)s ayant des enfants à charge.

Chaque famille monoparentale devrait en outre bénéficier du crédit d'impôt monoparental sans plafonnement lié aux rentes alimentaires perçues, qui devrait être inscrit d'office sur la fiche de retenue d'impôt.

En outre, les parents élevant seuls un ou plusieurs enfants devraient bénéficier d'une part supplémentaire pour l'ensemble des abattements et déductions applicables, ainsi que d'un doublement du crédit d'impôt salarié.

Comme l'exprimait tant à propos la journaliste et écrivaine Benoîte Groult: «Il a fallu cent ans pour effacer les discriminations les plus criantes entre les hommes et les femmes, mais qu'attend-on pour abroger celles qui restent?» **s.r.**

¹ Regards I 3 sur les ménages monoparentaux, Statec, Février 2016

Trouvez le fichier complet sur notre site internet:

www.cgfp.lu/download/7103/familles-monoparentales.pdf

Imposition à revenu égal selon la composition du ménage (Situation 2016)	Famille mono-parentale 1 enfant Aliments > 3.420€ / an	Famille mono-parentale 1 enfant Aliments < 1.920€ / an	Couple marié dont un seul travaille 1 enfant	Couple marié dont les 2 travaillent 1 enfant
Revenu brut	56 800,00	56 800,00	56 800,00	56 800,00
(Dont pension alimentaire)	3 600,00	1 800,00	0,00	0,00
Intérêts débiteurs	-672,00	-672,00	-1 008,00	-1 008,00
Assurances	-1 344,00	-1 344,00	-2 016,00	-2 016,00
Epargne logement	-1 344,00	-1 344,00	-2 016,00	-2 016,00
Prévoyance vieillesse	-1 500,00	-1 500,00	-3 000,00	-3 000,00
Intérêts crédit immobilier	-3 000,00	-3 000,00	-4 500,00	-4 500,00
Frais de domesticité	-3 600,00	-3 600,00	-3 600,00	-3 600,00
Frais d'obtention	-540,00	-540,00	-540,00	-1 080,00
Total des déductions	-12 000,00	-12 000,00	-16 680,00	-17 220,00
Revenu imposable	44 800,00	44 800,00	40 120,00	39 580,00
Impôt applicable	7 063,00	7 063,00	2 048,00	1 960,00
Crédit d'impôt salarié	-300,00	-300,00	-300,00	-600,00
Crédit d'impôt monoparental	0,00	-750,00	0,00	0,00
Impôt effectif	6 763,00	6 013,00	1 748,00	1 360,00

StandPunkte

Steuern zahlen gehört sicherlich nicht zu den beliebtesten Beschäftigungen einer großen Mehrheit der Bürger. Gleich zu Beginn wage ich, dies zu behaupten, wohlwissend, dass die Funktionsfähigkeit eines Staates ohne Einnahmen nicht gewährleistet werden kann. Sozialleistungen könnten nicht mehr erbracht werden, Infrastrukturen nicht geschaffen und so weiter und so fort.

Und zu diesen Einnahmen gehören nun eben auch vornehmlich Steuern, ob direkte oder indirekte, die, wie in Luxemburg, von motivierten und gut ausgebildeten Beamten und Angestellten der Steuerverwaltung berechnet und eingetrieben werden, auch wenn dies den Steuerzahlern auf Anhieb nicht immer gefällt.

Damit dies aber größtmöglich von der Bevölkerung auch positiv angenommen wird, gilt es, auf der einen Seite diese Steuern sinnvoll auszugeben und einzusetzen, und auf der anderen Seite, im Steuerrecht für ein größtmögliches Maß an Steuergerechtigkeit zu sorgen, getreu dem bekannten Prinzip, dass breitere Schultern auch eine größere Steuerlast zu tragen hätten.

Zu einem solchen Plus an Steuergerechtigkeit gehört auch der Ansatz, dass Erträge aus geleisteter Arbeit nicht unverhältnismäßig hoch gegenüber Kapitalerträgen belastet werden dürften. D.h.: Falls eine Regierung eine Steuerreform ins Auge fasst, die im Normalfall über Jahrzehnte Bestand haben soll, dann sollte ein Mehr an Steuergerechtigkeit das oberste Gebot sein!

Im Vorfeld der Bekanntgabe der Eckwerte der von der jetzigen Regierung in Aussicht gestellten Reform wurde die Frage aufgeworfen, ob es denn eher nur zu einem Reförmchen reichen sollte oder doch zu einer grundlegenden, tiefgreifenden Reform, die diesen Namen auch verdiene und die vor allem all diejenigen, die bei jeder auch nur kleinsten Steuererhöhung zur Kasse gebeten werden, also insbesondere die Mittelschicht, substantiell entlasten müsse.

Außerdem gingen den Vorarbeiten – neben einer Mehrwertsteuererhöhung – zum Teil mehr als einseitige Maßnahmen, wie zum Beispiel die Einführung einer ungerechten und mehr als fragwürdigen 0,5%- Steuer auf ausschließlich fast allen Einkommen der natürlichen Personen, voran. Sie erlaubten es der Regierung, einen Teil der Steuerreform auf dem alleinigen Buckel der privaten Haushalte vorzufinanzieren.

Nachdem der Wirtschafts- und Sozialrat sein fundiertes Gutachten vorgestellt hatte, kam es, wie im Bipartiteabkommen der Gewerkschaften mit der Regierung vom 28. November 2014 festgeschrieben, zu einem ersten Treffen aller Sozialpartner mit der Regierung am 29. Februar 2016.

Lange davor hatte sich die CGFP für eine deutliche Entlastung der natürlichen Personen ausgesprochen, die maßgeblich zur Sanierung des Staatshaushalts beigetragen haben. Am einfachsten wäre eine solche Entlastung durch eine seit langen Jahren überfällige Anpassung der Steuertabelle an die Preisentwicklung ermöglicht worden.

Ebenso sprach sich die CGFP für die Einführung von zusätzlichen Steuerstufen sowie eine Abschwächung der Progression in den unteren Einkommensstufen und eine gerechtere Aufteilung der gesamten Steuerlast zwischen Unternehmen und Privatpersonen aus. Letzteres ist mit den jetzt vorgelegten Ideen, gelinde gesagt, keinesfalls erreicht worden. Im Bereich Wohnungsbau und in Anbetracht einer explosionsartigen Preisentwicklung auf dem nationalen Wohnungsmarkt machten wir uns für eine dringend notwendige Anpassung der Freibeträge bei Bausparverträgen sowie der abzugsfähigen Zinsen auf Hypothekendarlehen stark.

Und nicht zu vergessen: die Steuerklasse 1A. Die hier eingestufteten Steuerzahler, insbesondere Alleinerzieher, müssten bedeutend entlastet werden, wohlwissend, dass bei einem Einkommen von 45.000 EUR bei der Besteuerung kein wesentlicher Unterschied zwischen Steuerklasse 1A und Steuerklasse 1 (Junggesellenhaushalt) bestünde. Deshalb

Steuerreform: Weiterreichende Anpassungen dringend notwendig



Romain Wolff,
CGFP-
Generalsekretär

bestand (und besteht) unsere Hauptforderung in einer Einstufung in Steuerklasse 2 und, subsidiär, einer substantiellen Erhöhung des Steuerkredits für Alleinerzieher und einer weitaus geringeren Berücksichtigung der Unterhaltszahlungen. Auch in diesem Punkt stellen die vorgestellten Maßnahmen keinen großen Wurf dar.

Ein Schritt in die richtige Richtung sind die uns am 29. Februar vorgelegten Absichten der Regierung dennoch, Überlegungen, die uns aber nicht weit genug gingen. Aus diesem Grunde legten die Sozialpartner weitere, weitreichendere Vorschläge für mehr Steuergerechtigkeit auf den Tisch, Vorschläge, auf die die Regierung am 21. April mit punktuellen Angleichungen antwortete, wie zum Beispiel geschehen bei der Anpassung des Wertes der Essensgutscheine, Maßnahme, die logischer Weise in der Folge davon auch im öffentlichen Dienst bei der Festsetzung der Essenszulage umgesetzt werden muss.

Zugegeben: Einem Teil unserer Forderungen ist Rechnung getragen worden, es kommt zu Steuererleichterungen, die zu einer Kaufkraftstärkung, auch im Interesse der Betriebe, führen werden, wenn auch nicht in dem Maße, wie wir uns das gewünscht hätten.

Eine Jahrhundertreform ist dies beileibe nicht, und man kann sich des Eindrucks nicht erwehren, dass auch die Regierung nicht voll und ganz von der Dauerhaftigkeit ihrer Reform überzeugt scheint, soll doch schon sehr zeitnah geprüft werden, ob sie nach ihrem Inkrafttreten die angepeilten Ziele erreicht hat oder, falls nicht, eventuelle Nachbesserungen ins Auge zu fassen seien.

Und eines sollte nicht vergessen werden: Rund ein Fünftel der gesamten Kosten der Steuerreform (110 Millionen pro Jahr) sind von den natürlichen Personen über den „impôt d'équilibre budgétaire temporaire“ vorfinanziert worden, hier wird also etwas zurückgegeben, was den Haushalten vorher einseitig durch Steuererhöhungen abgenommen wurde. Bedauerlicherweise kommt es auch nicht zu einer gerechteren Besteuerung der Kapitalerträge (Stichwort stock-options) und die Zusammenlegung der Freibeträge bei Versicherungsprämien und Konsumkredite stellt ganz eindeutig eine regelrechte Verschlechterung dar, wird doch einer dieser Freibeträge, unter dem Deckmäntelchen von mehr Flexibilität, einfach komplett gestrichen.

Eines steht jedenfalls fest: Auch jetzt, nach dem Bekanntwerden aller Eckdaten der Steuerreform, wird sich die CGFP auch in den kommenden Monaten weiter für mehr Steuergerechtigkeit einsetzen und nicht von ihren berechtigten Forderungen abweichen. Die Tragweite einer solchen Steuerreform ist uns dafür einfach zu wichtig!

Die CGFP ruft zu einer Protestversammlung am 16. Juni 2016 im Parc Hotel Alvisse in Luxemburg-Dommeldingen auf! Zu einem Protest, der sich aufdrängt, um zu unterstreichen, dass Vertrauen die wichtigste Grundlage zu einer guten und fairen Partnerschaft ist, auch in der Politik und insbesondere im Verhältnis der Regierung zu ihren Staatsdienern. Ein solches Vertrauen sollte man nicht leichtfertig aufs Spiel setzen, weil dies schwerwiegende Folgen haben könnte. Worum geht es?

Gelegentlich der Verhandlungen zur Dienstrechtsreform hatte der damalige Beamtenminister François Biltgen bereits die Absicht, die verschiedenen Prämien („Primes“), die im öffentlichen Dienst ausgezahlt werden und in manchen Fällen einen wesentlichen Anteil des Gehaltes ausmachen, neu zu gliedern. Die CGFP konnte verhindern, dass eine solche Neugestaltung zusammen mit der Statutenreform und ohne eingehende Analyse in Angriff genommen werde. So einigte man sich darauf, dass vorerst eine grundlegende Studie der bestehenden Prämien vorliegen müsse, bevor dann in einer späteren Phase hierüber verhandelt und entschieden werde. Dies war ein Fazit aus den vorerwähnten Verhandlungen und galt für mich als eine gültige Abmachung, die einem Ehrenwort, das es einzuhalten gelte, gleichkam. Dies ist mein Verständnis von Abmachungen, alles andere ist unehrlich und entzieht die Vertrauensbasis.

Bei den vorbereitenden Arbeiten zum SREL-Gesetz wurde diese Einigung nun gebrochen. Die Regierung hatte im ersten Gesetzentwurf wohl eine „prime d'astreinte“ (um die geht es hier) vorgesehen, wie sie bereits im bestehenden Gesetz festgeschrieben steht. Das Gutachten des Staatsrates zum neuen SREL-Gesetz warf bezüglich dieser Prämie Fragen auf, unter Androhung einer „opposition formelle“, welche die Regierung dann dahingehend beantwortete, dass die „prime d'astreinte“ nur noch für 11 Monate geschuldet sei. Begründung: In den Ferien hätte man ja keine „astreintes“. Außerdem wird dann noch die Essenszulage als Beispiel ins Feld geführt, die aber rein gar nichts mit dieser Problematik gemein hat. Bei der Essenszulage handelt es sich um eine „allocation de repas“, die ihre eigene Grundlage hat, die keinen Vergleich mit den Prämien zulässt. Man kann die Argumentation der Regierung, in den Ferien sei keine „prime d'astreinte“ geschuldet, weil man in dieser Zeit keine „astreintes“ habe (was allerdings nicht so einfach hingenommen werden kann), bis ins Absurdum führen. So könnte man z. B. argumentieren, dass während der Ferien auch kein Lohn geschuldet sei, weil man in dieser Zeit nicht arbeite usw! Dies ist der falsche Weg zu argumentieren, weil wir uns hier schlicht auf dem Holzweg befinden. Alle Prämien, die beim Staat existieren, es gibt weit über 1.000 verschiedene Prämien, werden allesamt ganzjährig, an 12 Monaten also, ausgezahlt, hier gibt es keine Ausnahme. Und dies muss auch so bleiben. Die CGFP steht zu ihrem Wort, dass nach einer Analyse dieser verschiedenen Prämien entsprechende Verhandlungen geführt werden können, und zwar, weil es sich hier größtenteils um sektorielle Angelegenheiten handelt, mit den hierzu zuständigen Berufsverbänden.

Die Regierungsseite stützt sich bei der „prime d'astreinte“-Problematik des SREL auf das eben bereits erwähnte Gutachten des Staatsrates. Die Hohe Körperschaft in allen Ehren, doch kann sie nicht für die Regierungspolitik verantwortlich gemacht werden. Falls dem nämlich so wäre, müsste man sich die Frage stellen, ob es überhaupt noch Sinn mache, Verhandlungen mit einer Regierung zu führen und Abmachungen zu treffen, die später durch Gesetz umgesetzt werden müssen, wenn der Staatsrat diese dann im Nachhinein durch „opposition formelle“ kippen könnte. Die Handlungsweise mit dem Gutachten des Staatsrates zu rechtfertigen hält nicht Stand. Richtig ist, dass in der legislativen Prozedur ein Zusammenspiel zwischen Regierung, Staatsrat und Parlament besteht. Man sollte jetzt

Gemeinsam sind wir stark!



**Camille M.
Weydert,**
CGFP-
Vizepräsident

aber nicht glauben lassen, dass diese Hürden unüberwindbar seien. Meiner Meinung nach fehlt hier ganz einfach der politische Wille, aus welchen Gründen auch immer.

Die von Regierungsseite ausgehende Erklärung, im Endeffekt handle es sich lediglich um einen minimalen Betrag, und daher wäre es unverständlich, dass die CGFP das bitternotige Gesetz betreffend den SREL unnötig hinauszögere, muss unmissverständlich zurückgewiesen werden. Die CGFP hat ihrerseits eine Schlichtungsprozedur in dieser Angelegenheit mit der Regierung in die Wege geleitet. Hier geht es nicht um ein paar Euro, nein, hier geht es um das Prinzip, das bei Nichteinhaltung die Glaubwürdigkeit und das Vertrauen in die Regierung schwer belasten würde. Bei den Verhandlungen mit Regierungsvertretern wurde eine Abmachung getroffen und diese muss auch eingehalten werden. Dies muss nicht großspurig in einem Text niedergeschrieben sein. Bei Verhandlungen vertraut die CGFP ihrem Verhandlungspartner und ist von der Ehrlichkeit der Gegenseite überzeugt. Und wenn es mündliche Abmachungen gibt, sind diese ebenfalls einzuhalten, und zwar von beiden Seiten. Ich wehre mich entschieden gegen Unterstellungen, die den Wahrheitsgehalt unserer Äußerungen in Zweifel ziehen. Wenn die Korrektheit angezweifelt werden soll, dann sollte man doch bitteschön alle an den Verhandlungen Beteiligten dazu befragen – warum nicht auch die Vertreter der Vorgängerregierung.

Schließlich soll nochmals unterstrichen werden, dass es hier um das Prinzip geht. Grundlagen, die nicht angetastet werden dürfen, weil dies dann der politischen Willkür Tür und Tor öffnen würden. Es geht auch nicht nur allein um die „prime d'astreinte“, nein, es geht um sämtliche Prämien und weitere Besitzstände, die mit der gleichen Begründung in Frage gestellt werden könnten. Deshalb: Wehret den Anfängen!

Die Protestversammlung vom 16. Juni 2016 dürfte die erste sein, der andere gewerkschaftliche Aktionen folgen werden, falls auf Regierungsseite kein Einlenken zu erkennen ist. Dies soll der Auftakt sein, ein Schuss vor den Bug, welcher der Regierung zeigen soll, dass wir gewillt sind, mit den uns zur Verfügung stehenden Mitteln entgegenzuwirken, damit Abmachungen eingehalten werden, ganz nach dem Motto: „Pacta sunt servanda“! Somit ergeht hiermit ein Aufruf an Euch alle, am 16. Juni 2016 in Luxemburg-Dommeldingen präsent zu sein. Denn nur gemeinsam sind wir stark!



Bâloise
Assurances



Des projets à l'horizon?

Contactez-nous et découvrez nos conditions exceptionnelles

Solde Restant Dû

pour investir en toute sécurité.

Making you safer.
www.cgfp-assurances.lu



CGFP
Assurances

16, rue Érasme
L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu

Achtung, jugendliche Berufsanfänger!

Vielleicht haben Sie Anrecht auf eine Steuerrückzahlung für das abgelaufene Jahr!

Wenn Sie 2015 zum ersten Mal in ein regelmäßiges Lohnverhältnis gekommen sind (also ohne die eventuellen Studentenjobs in den Ferien zu beachten), so haben Sie wahrscheinlich jetzt Anrecht auf eine teilweise oder gar eine vollständige Rückerstattung der von ihrem Arbeitgeber einbehaltenen Lohnsteuer des abgelaufenen Jahres. Dies ist unter Umständen ein Betrag von bis zu mehreren hundert Euros, den sie mit einem Antrag für den „Lohnsteuer-Jahresausgleich“ einfordern können. Beachten Sie dazu bitte Folgendes!

Bekanntlich wird die Lohnsteuer aller Gehaltsempfänger monatlich vom Arbeitgeber berechnet, unter Beachtung der Angaben auf der persönlichen Steuerkarte des Beschäftigten (Steuerklasse je nach Familienlage, Länge des Arbeitsweges, besondere Abzüge usw.), und sie wird bei der Auszahlung des Lohns zusammen mit den Sozialabgaben vom Bruttolohn in Abzug gebracht. Der Arbeitgeber überweist den entsprechenden Betrag für den Beschäftigten an die Steuerverwaltung.

Bei Junggesellen mit moderatem Einkommen ist die Geschichte damit erledigt. Wird aber nach Ablauf des Jahres vom Betroffenen eine Steuererklärung abgegeben (was unter bestimmten Umständen Vorschrift ist), so wird aus den monatlichen Abzügen eine einfa-

che Vorauszahlung auf die steuerliche Abrechnung für das ganze Jahr. Diese aber führt, je nach Sachlage, zu einer Steuer-Nachzahlung an die Verwaltung oder aber zu einer Rückerstattung von Steuern durch den Staat an den betreffenden Bürger.

Falls ein Anrecht auf eine Rückerstattung von Lohnsteuern besteht, ist aber nicht immer eine (mehr oder weniger aufwendige) Steuererklärung erforderlich. Oft genügt ein einfacher „Antrag auf einen Lohnsteuer-Jahresausgleich“ mittels eines einfacheren Formulars. Dies ist besonders der Fall für die jugendlichen, ledigen Schulabgänger, die erst im Laufe des betreffenden Steuerjahres ihren Dienst angetreten haben und somit bis zum Jahresende erst einige Monatsgehälter erhalten haben.

Ihr Anrecht auf eine Rückerstattung ergibt sich daraus, dass der Lohn der wenigen gearbeiteten Monate, wenn man ihn auf das ganze Jahr verteilt, ein niedriges Durchschnittseinkommen darstellt, das unter oder in der Nähe der jährlichen Besteuerungsgrenze liegt. Wichtig ist dabei, dass man nicht das volle Jahr über gearbeitet und einen Lohn bezogen hat, auch nicht im Ausland, und dass man auch keinen erwerbstätigen Ehepartner hat.

Das erforderliche Formular „163 R“ für den Antrag eines Lohnsteuer-Jahresausgleichs kann in deutscher oder französischer Sprache von den Internet-Seiten der Steuerverwaltung heruntergeladen werden:

Wenn es sich nur um die Rückerstattung der Lohnsteuer handelt, reicht es praktisch aus, die erste Seite des Formulars zu benutzen und diese korrekt auszufüllen und auf der letzten Seite zu unterzeichnen.

Anzugeben sind Name, Vorname, amtliche Kennziffer und Adresse des Antragstellers und seines eventuellen Ehepartners, sowie die Einzelheiten über die Beschäftigung oder Nichtbeschäftigung während des ganzen Jahres, als Studierender, als Arbeitnehmer oder als Arbeitsloser. Natürlich ist auch das Postscheck- oder Bankkonto anzugeben, auf das die Rückerstattung erfolgen soll.

Die genauen Einzelheiten über die Beschäftigung im Laufe des Jahres, die anzugeben sind, erlauben es den Steuerbeamten, zu prüfen, ob eine Steuererstattung gerechtfertigt ist oder nicht. Man muss neben der derzeitigen Anschrift auch die Adresse zum Jahresbeginn angeben und erklären, ob man das ganze Jahr über im Lande wohn-

haft war. Wer vorübergehend im Ausland studiert hat, dabei aber einen Wohnsitz bei den Eltern in Luxemburg aufrechterhalten hat, soll hier diese Heimatadresse angeben.

Das sorgfältig ausgefüllte, mit dem Datum versehene und unterschriebene Formular ist einzuschicken an die Steuerverwaltung („Administration des Contributions directes“), Postanschrift: L-2982 Luxembourg

www.impotsdirects.public.lu/formulaires/decompte_annuel/2015/163_R_2015_DE.pdf

www.impotsdirects.public.lu/formulaires/decompte_annuel/2015/163_R_2015_FR.pdf

Günstige Versicherungstarife für CGFP-Mitglieder

Gegen Jahresende kommt immer die Überraschung! Das alles kennen wir. Meistens sind es eine oder mehrere Rechnungen, deren Erwartung aus dem Gedächtnis entwichen war. Für viele CGFP-Mitglieder aber ist die Überraschung ein positives Ereignis: die routinemäßige Rückerstattung durch CGFP-Services eines kleinen Teils gewisser Versicherungsprämien.

Das gibt es bei Feuerversicherungen und Auto-Haftpflichtversicherungen, aber nur für Kunden von CGFP Assurances, die gleichzeitig auch Mitglieder der CGFP sind. Es ist eine der vielen Dienstleistungen von CGFP-Services für unsere Gewerkschaftsmitglieder.

Aber das ist eigentlich nur das Sahne-Häubchen auf dem Kuchenstück. Wichtig sind vor allem die sehr günstigen Tarife und der gute Kundendienst, den die Agentur CGFP Assurances bietet, in engster Zusammenarbeit mit der Versicherungsgesellschaft La Baloise, die seit über 100 Jahren in Luxemburg tätig ist.

Das Ergebnis liegt auf der Hand: Die zufriedenen Staatsbeamten und öffentlichen Angestellten beloben sich bei ihren Arbeitskollegen, und diese informieren sich daraufhin in der Agentur, per Fax oder Telefon, und vor allem auf dem Internetportal www.cgfp-assurances.lu. Es steckt ja nicht viel Mühe dahinter, den Preis eines derzeitigen Versicherungsvertrags mit einem Angebot von CGFP Assurances zu vergleichen.

Es soll hier vor allem auf die günstigen Bedingungen für Restschuldversicherungen hingewiesen werden. Sollten Sie also demnächst einen Bankkredit aufnehmen, ob es nun ein persönliches Darlehen ist für eine mittlere Anschaffung oder ein Hypothekarkredit für die Wohnung, so ist Ihnen unbedingt anzuraten, die Restschuldversicherung, die Ihnen

Ihre Bank dabei vorlegt, von CGFP-Assurances überprüfen zu lassen. Hier können Sie wahrscheinlich viel Geld sparen!

Bei Nachfrage um ein Angebot werden Offerten zugeschickt, sobald die erforderlichen faktischen Angaben bekannt sind. Die Angebots-Palette der Agentur ist umfassend. Im Lebensversicherungsbereich reicht sie von Restschuld- und Lebensversicherungen bis zu Zusatzpensionen, und im „Nicht-Leben“ sind die Möglichkeiten noch vielfältiger.

Ein Teil der zusätzlichen Geschäfte stammt von bestehenden Kunden. Viele der versicherten öffentlich Bediensteten merken nämlich, dass sie nur verschiedene, aber nicht alle ihre Policen bei unserer Agentur haben, und sie fordern nun weitere Angebote an. Für die Kündigung des jeweils bestehenden Versicherungsvertrags liefern unsere Agentur und ihre Versicherungsgesellschaft dabei alle erforderlichen Hilfestellungen. Sie selbst brauchen nur die notwendigen Unterschriften zu leisten.

Bestehende Kunden von CGFP Assurances sollten sich nicht wundern, wenn sie künftig von der Agentur über

deren neuen Mitarbeiter, Herrn Meisch, kontaktiert werden, per Post oder Telefon, mit der Anregung, zuzüglich zu den bereits bestehenden Verträgen weitere Angebote unterbreiten zu dürfen. Selbstverständlich bleibt es Ihnen anschließend überlassen, die günstigen Konditionen zu nutzen oder aber (aus persönlichen Gründen welcher Art auch immer) bei ihrem bisherigen Agenten zu bleiben.

CGFP-Unterorganisationen, die ihre jeweiligen Mitglieder besser informieren wollen über unsere Versicherungsangebote (etwa mittels ihrer internen Informationskanäle oder anlässlich von Generalversammlungen und anderen Veranstaltungen), sind herzlich eingeladen, diesbezüglich Kontakt aufzunehmen mit CGFP Assurances. Die Agentur verfügt seit kurzem über einen Mitarbeiter, der auf das Anbahnen von Neugeschäften spezialisiert ist und sich auch bereitwillig außer Haus zu den Kunden begibt.

Informieren Sie sich auf alle Fälle über unsere günstigen Bedingungen und den guten Service. CGFP Assurances versteht sich nicht als ein profitorientiertes Unternehmen, sondern als eine gewerkschaftliche Dienstleistung. Daher bedient unsere Agentur prinzi-

piell nur CGFP-Mitglieder sowie deren näheren Familienangehörigen.

Mit den Versicherungsdiensten aber ist es, wie mit vielem anderen im Leben: Vor allem auf Preis und Qualität kommt es an. Wie die Engländer sagen: The proof of the pudding is in the eating!



Die Büros von CGFP Assurances sind im gleichen Gebäude untergebracht wie jene des CGFP-Bauspar-Partners BHW, in der rue Erasme auf dem vorderen Teil des Kirchbergplateaus, direkt am boulevard Adenauer.

CGFP Assurances im Aufschwung

Eine zufriedene Kundschaft von CGFP-Mitgliedern bringt der Versicherungsagentur CGFP Assurances, die vor drei Jahren gegründet wurde, einen anhaltend schnellen Aufschwung. Der öffentliche Dienst stellt eine gute Kundschaft dar, bei der sich günstigere Tarife rechtfertigen.

Nach dem Wechsel an der Spitze – „fonction publique“ interviewte in seiner vorigen Ausgabe den neuen

Direktor Marco Moes – kommt es nun zu einer Ausweitung der Belegschaft, die notwendig ist, um die hohe Qualität der Betreuung sicherzustellen.

Da viele der 9.000 Kunden bisher nur mit der einen oder anderen Versicherungspolice bei CGFP Assurances sind, werden vielen Kunden nun die günstigen Bedingungen und Tarife der anderen Bereiche unterbreitet.

Aber auch viele neue Kunden stoßen hinzu, weil sie von Kollegen überzeugt werden.



16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
fax: +352 27 04 28 99
info@cgfp-assurances.lu

Endlich zaghafte Erfolge an der Arbeitslosenfront

Die Arbeitsmarktverwaltung, die auf den nachfolgenden Seiten vorgestellt wird, führt einen undankbaren Kampf. Nicht nur, weil sie mit unzähligen, zuweilen schmerzlichen Einzelschicksalen von Menschen befasst wird, denen die Lebensgrundlage abhandengekommen ist, sondern vor allem auch, weil sie selbst keinen Einfluss auf die Nachfrage an Arbeitskräften hat, einen ganz wesentlichen Erfolgsfaktor für eine erfolgreiche Jobvermittlung.

Die Arbeitslosigkeit hat in den letzten Jahren auch in Luxemburg immer wieder historische Höchststände erreicht, eine bedauerliche Entwicklung, die manche dann ungerechterweise jenen anlasten, die beruflich dagegen anzukämpfen haben.

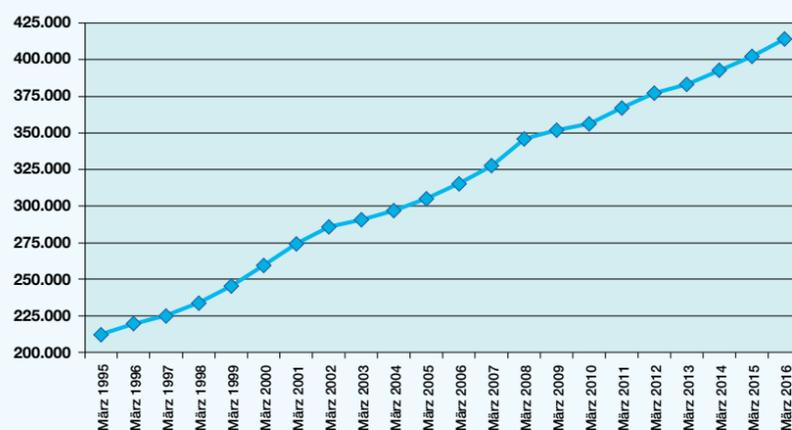
Dabei ist die Lage unseres Landes hier im internationalen Vergleich

durchaus ehrenhaft, lagen wir 2015 mit einer durchschnittlichen Rate von 6,7% deutlich unter dem EU-Durchschnitt von 9,4%.

Immerhin gibt es seit Anfang 2015 eine Trendwende, wie es unser Titel andeutet, und nach einem jahrelangen Anstieg ist die Zahl der Arbeitslosen wie jene der Arbeitssuchenden wieder (leicht) rückläufig, sowohl insgesamt als auch bei den Langzeitarbeitslosen, also den schweren und manchmal dramatischen Fällen.

„fonction publique“ versucht hier, diese Entwicklung mit einigen verständlichen Grafiken und mit einem Minimum an Zahlen vorzustellen und zu erläutern. Dabei wird auch die positivere Seite der Medaille dargestellt, die Schaffung zusätzlicher Jobs, die in Luxemburg besser läuft als anderswo.

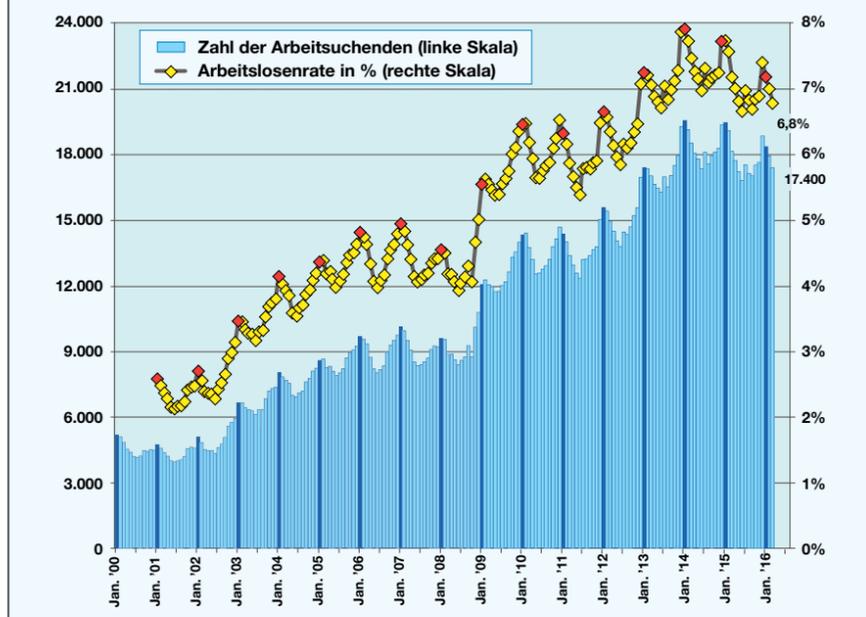
200.000 zusätzliche Jobs in 21 Jahren



Wohl war die Verdoppelung der Arbeitsplätze binnen zweier Jahrzehnte durchaus kontinuierlich, aber sie war doch unterschiedlich schnell. Das wird klar, wenn man neben den absoluten Zahlen auch den relativen Zuwachs beachtet. Die rote Linie mit den gelben Rauten in der folgenden

Grafik stellt den Netto-Jahreszuwachs an Arbeitsplätzen dar, jeweils im Vergleich zum selbigen Vorjahresmonat, also über einen Zeitraum von 12 Monaten. Wir haben diese Zeitspanne zurückbehalten, weil sich so die saisonalen Verzerrungen ausblenden lassen.

Monatliche Entwicklung des Arbeitsmarktes



Die Lage am Arbeitsmarkt schwankt von Monat zu Monat. Dabei verstecken typische saisonale Bewegungen fundamentale Langzeit-Veränderungen. Auf unserer obigen Grafik stellen die gelben und roten Rauten die Arbeitslosenrate dar. Diese bewegte sich 2001 und 2002 zwischen 2% und 3% (die Skala befindet sich am rechten Bildrand), um dann anzusteigen auf ein Niveau von 4% bis 5% im Zeitraum von 2005 bis 2008.

Als dann die Banken- und Finanzkrise plötzlich eine schwere Wirtschafts-Rezession auslöste, gab es innerhalb von wenigen Monaten einen Anstieg von anderthalb Prozent, und eine traurige Spitze wurde Anfang 2014 mit fast 8% erreicht. Erst danach kam es zu einer Beruhigung. Die roten Rauten, die in dieser Fieberkurve die Lage im Januar jedes Jahres darstellen, verdeutlichen dies: Die Quote fiel von 7,9% im Januar 2014 auf 7,7% im Januar 2015 und 7,2% im Januar 2016.

Die Zahl der Arbeitssuchenden (dieses Konzept ist nicht ganz identisch mit dem der Arbeitslosen) ist in dieser Grafik an Hand blauer, senkrechter Stäbchen dargestellt, mit dunkleren Stäbchen für den Monat Januar und einer Skala am linken Bildrand. Der Verlauf ist natürlich ähnlich wie jener der Arbeitslosenzahl und führt von 3.000 bis 4.000 Jobsuchern am Jahrhundertbeginn auf 17.000 bis über 19.000 in jüngerer Zeit.

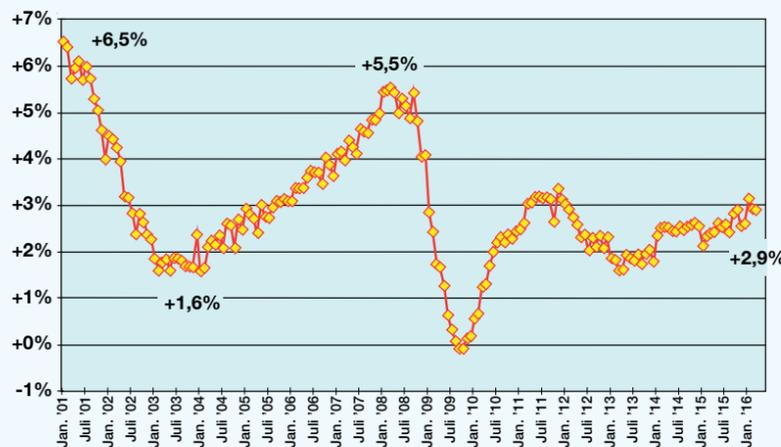
Es sollte aber hier auch auf die jahreszeitlichen Schwankungen aufmerksam gemacht werden. In der 2.

Jahreshälfte kommen viele Schulabgänger auf den Arbeitsmarkt, deren Zahl sich dann bis zum nächsten Sommer nach und nach reduziert. Wenn bestimmte Journalisten monatelang, mit einem Blick auf die bloße Veränderung zum Vormonat, von einem Anschwellen oder einer Reduzierung der Arbeitslosigkeit berichten, die rein saisonal bedingt ist, dann betreiben sie oft nur eine bedauerliche Desinformation des Publikums.

Hinter dem deutlichen Anwachsen der Arbeitslosigkeit versteckt sich aber, und das muss hervorgehoben werden, ein beachtlicher Aufschwung der Beschäftigtenzahl des Wirtschaftsstandortes Luxemburg, der nunmehr schon seit Jahrzehnten anhält. Die folgende Grafik verdeutlicht das Fazit, eine Quasi-Verdoppelung der Arbeitsplätze in nur 21 Jahren, von 212.200 im März 1995 auf 414.200 im März 2016. Im März 2008, also kurz vor dem Ausbruch der großen Rezession in Europa, lag die Job-Zahl bei 346.000, was bedeutet, dass in den letzten 8 Jahren die Zahl der Aktiven hierzulande um volle 20% gewachsen ist, während sie in Europa insgesamt rückläufig war.

Dies beweist, dass unsere Arbeitslosigkeit nicht wie anderswo einer ungenügenden Schaffung neuer Arbeitsplätze geschuldet ist, sondern vielmehr der Tatsache, dass die angebotenen Arbeitsplätze einerseits und die vorhandenen Arbeitskräfte oft nicht zueinander passen, was die berufliche Qualifizierung und andere Merkmale betrifft.

Zahl der Arbeitsplätze: Zuwachs in den jeweils letzten 12 Monaten



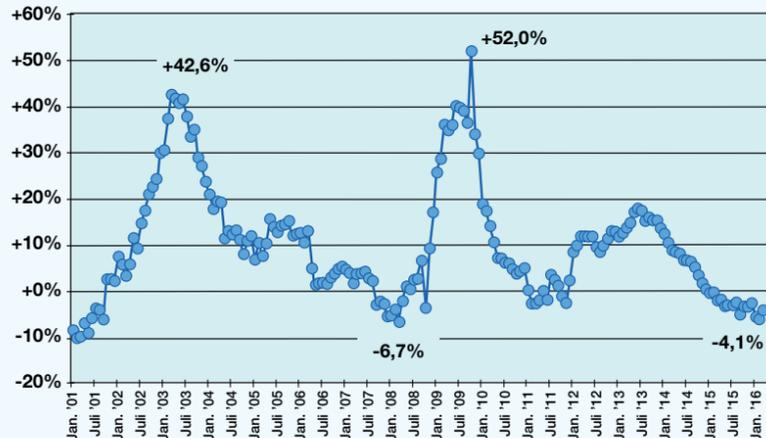
Wir stellen auf dem Schaubild fest, dass es nach der Jahrtausendwende und dann wiederum im Jahr 2008 Phasen gab mit massiven Personaleinstellungen, mit einem Anwachsen von bis +6,5% und +5,5% im Jahr, und dazwischen eine relative Flaute von unter 2% im Jahre 2003 und Anfangs 2004, sowie schließlich im Jahre 2009 einen dramatischen Absturz bis zum Nullpunkt. Es folgte schließlich eine beharrliche Verbesserung auf das derzeitige Wachstums-Niveau von rund 3%.

Aus der so festgehaltenen Entwicklung bei den Erwerbstätigen leitet sich die Lage für die Arbeitssuchenden

ab, wobei auf der nächsten Grafik die blaue Linie mit den gleichfarbigen Kugeln die 12-Monats-Veränderung aufzeigt. 2001 war diese negativ, was konkret heißt, dass die Zahl der Jobsucher rückläufig war. Es folgte 2003 ein rapider Anstieg der Arbeitswilligen-Zahl bis zu einem Zuwachs von mehr als 40% im Jahr. Der enorme Wirtschaftsboom bis Sommer 2008 brachte aber nur eine moderate und kurzfristige Verbesserung, bevor die Zahl der Arbeitssuchenden regelrecht explodierte. Eine Reduzierung stellte sich erst Anfang 2015 ein, als die 0%-Linie wieder unterschritten wurde.

P.Z.

Zahl der Arbeitssuchenden: Veränderung in den jeweils letzten 12 Monaten



Expansiver Arbeitsplatz Luxemburg

Die Arbeitslosigkeit und ihre Entwicklung kann man nicht analysieren und diskutieren, ohne die Politik zur Schaffung zusätzlicher Arbeitsplätze mit ihren Erfolgen und Misserfolgen einzubeziehen. Der Zusammenhang ist offensichtlich: Als die Krise von 2008 in Europa kurzfristig 5,5 Millionen Jobs vernichtete, stieg die Arbeitslosenrate in der EU gleichzeitig um 2,5% an. In Luxemburg wurde, abgesehen von den üblichen saisonalen Schwankungen, die Zahl der Arbeitsplätze zu keinem Zeitpunkt rückläufig.

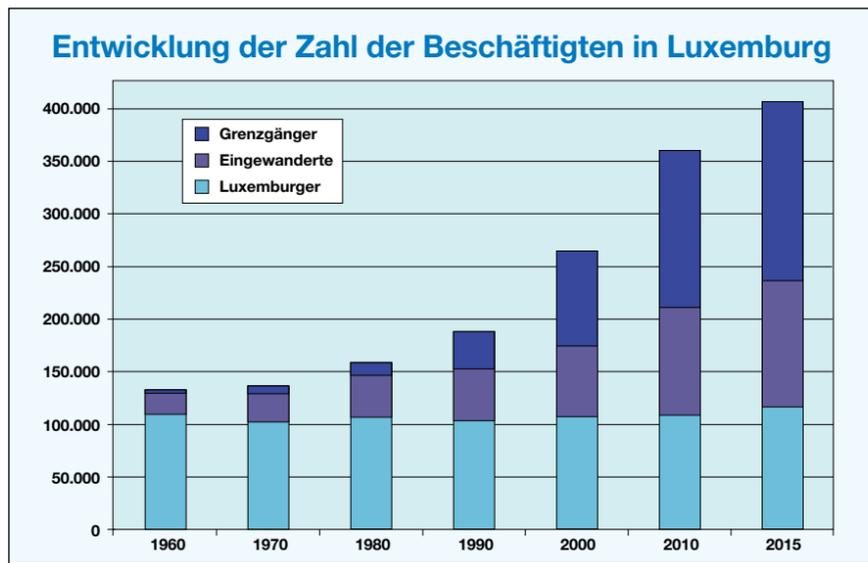
Nach der Krise wie vorher schaffen es die Beamten der zuständigen Ministerien und Verwaltungen immer wieder, ihren politischen Vorgesetzten die Möglichkeit zu liefern, medienträchtig neue Erfolge des attraktiven Wirtschaftsstandortes Luxemburg vorzustellen.

So schaffen die Ansiedlung neuer und der Ausbau bestehender Unternehmen ständig zusätzliche Arbeitsplätze. Doch leider beanspruchen die Tätigkeiten, welche unter Mitwirkung des Staates angesiedelt werden können, nicht immer Mitarbeiter mit dem

Profil und den Fähigkeiten unserer Arbeitsuchenden. Daher beruht die Dynamik unserer Wirtschaft zum Teil auf Experten und Arbeitskräften jeder Art, die als Einwanderer aus aller Herren Länder zu uns ziehen oder aber täglich als Grenzgänger hereintpendeln.

Wer die ökonomische und demographische Entwicklung des Landes über ein halbes Jahrhundert hinweg verfolgt, dem offenbart sich eine außerordentliche strukturelle Veränderung des Wirtschaftsstandortes Luxemburg, welche sich auf alle Ebenen unserer Gesellschaft auswirkt.

1960 arbeiten hierzulande neben 108.500 Luxemburgern auch rund 20.000 gebietsansässige Nicht-Luxemburger (15% aller Beschäftigten) und 3.300 Grenzgänger (2,5%). 30 Jahre später war die Zahl der aktiven Luxemburger leicht abgesunken auf 102.400, doch jene der erwerbstätigen Immigranten war um den Faktor 2,5 multipliziert worden und lag bei 49.400 Personen oder 26% der Aktiven, während die Zahl der regelmäßigen Pendler sich mehr als verzehnfacht hatte auf 35.300 oder 19%.



2015 gab es nun in Luxemburg durchschnittlich 406.000 Berufstätige, von denen 170.000 Grenzgänger waren, neben 118.000 Luxemburger Staatsbürgern – ihre Zahl hat sich dank der erleichterten Einbürgerungsmöglichkeiten erhöht – und ebenfalls 118.000 Immigranten, die (noch) keinen Luxemburger Pass besitzen.

Unser Tortendiagramm (siehe rechts oben) verdeutlicht die Anteile, so wie sie sich heute darstellen. Rund 58% der Beschäftigten sind Gebietsansässige, je zur Hälfte Luxemburger (darunter viele mit doppelter Staatsangehörigkeit) und Nicht-Luxemburger, während 42% Grenzgänger sind, wobei Frankreich die Hälfte und die beiden anderen Nachbarn je ein Viertel stellen.

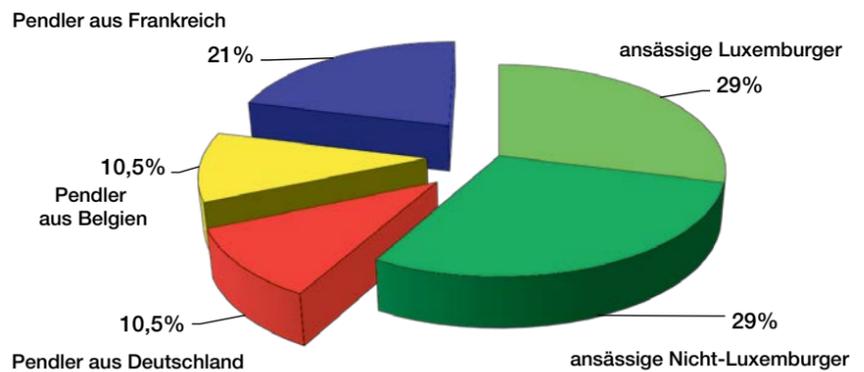
Zum Teil aber leben diese vielen Menschen neben- statt miteinander, zumindest vorübergehend, wenn nicht gar dauerhaft, wobei es vor allem die fehlende oder die nur schwache Mehrsprachigkeit ist, die sich als eine hartnäckige Barriere für die erforderliche Integration und Assimilierung erweist.

Während bemerkenswerterweise das anhaltend starke Wachstum unserer Wirtschaft von keiner politischen oder sozialen Kraft auch nur ansatzweise in Frage gestellt wird, sorgen sich sehr viele Bürger – wie es das Referendum des letzten Jahres eindeutig belegt hat – um den notwendigen soziologischen Zusammenhalt der Luxemburger Gesellschaft. Wobei zumindest die politische Integration der Immigranten nur über die nationale Sprache erfolgen kann, auch wenn in vielen Bereichen des Wirtschaftslebens sich deren Gebrauch als durchaus entbehrlich erweist.

Vor allem wird sich die demographische Entwicklung in absehbarer Zukunft nicht beruhigen. Das sollten die staatlichen Infrastruktur-Planer mehr als bisher zur Kenntnis nehmen. In den vergangenen Jahren nahm die Bevölkerung des Landes regelmäßig netto um über 13.000 Personen jährlich zu.

Trotz eines erleichterten Zugangs zu unserer Nationalität werden bereits im Laufe von 2020 oder 2021 die Luxemburger Staatsbürger eine Minderheit

Aktive Bevölkerung des Landes nach Herkunft



in der hiesigen Wohnbevölkerung darstellen, nachdem die Schwelle der 600.000 Einwohner höchstwahrscheinlich bereits vor Ende 2017 überschritten wird.

Die außerordentliche Arbeitsmarktdynamik, die diese Entwicklungen antreibt, aber beruht auf einem nachhaltigen ökonomischen Wachstum, als Folge einer langjährigen, erfolgreichen Politik zur Modernisierung und Diversifizierung unserer Wirtschaft, und trotz des weiterhin ungünstigen Umfeldes in Europa und der Welt.

Diese Tatsache sollte nicht verschleiert werden durch das ständige und unsinnige Gejammer der Patronatsvertreter über die angeblich gesunkene Rentabilität der Unternehmen und den vorgeblichen Wettbewerbsverlust Luxemburgs. In diesem Zusammenhang belegt unsere letzte Graphik in beeindruckender Weise, wie stark sich das Luxemburger Wirtschaftswachstum in jüngster Zeit von den Veränderungen im übrigen Europa abhebt.

Nach dem brutalen Absturz von 2008-2009 schaffte es Luxemburg, das Vor-Krisen-Niveau bereits 2011 wieder zu erreichen, eine statische Tatsache, die uns allerdings jahrelang verborgen blieb. Ohne das daraufhin wiedererlangte Wachstum ließe sich die Arbeitslosigkeit heute nicht zurückdrängen.

Für dieses Schaubild haben wir für Luxemburg die STATEC-Berechnun-

gen und -Prognosen und für die anderen Angaben jene von EUROSTAT verwendet. Die steil emporragende rote Linie belegt, dass das Großherzogtum seit 2013 eine kontinuierliche Expansion von über 4% kennt, die sich überdeutlich vom Trend unserer Nachbarn abhebt, auch wenn sie noch nicht ganz der früheren Dynamik von durchschnittlich über 5% im Jahr entspricht.

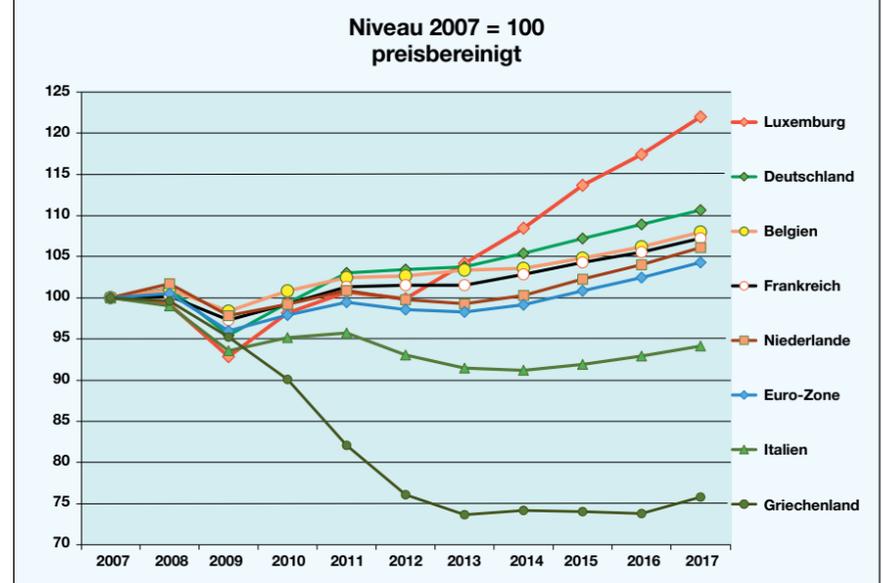
Die Angaben für zwei südeuropäische Länder verdeutlichen uns den enormen Kontrast innerhalb Europas. Gab es anderswo vor allem Jahre mit einem fehlenden oder schwachen Wachstum, so ist die Wirtschaft in Italien und Griechenland durch die Krise der Staatsfinanzen regelrecht abgestürzt. Heute befinden sich beide Länder gesamtwirtschaftlich immer noch 8% beziehungsweise 26% unter dem Niveau von vor der Krise.

Um zum Ausgangspunkt unseres Diskurses zurückzukehren: In Südeuropa kennen die Beschäftigungsdefizite ganz andere Dimensionen als bei uns. Dort erreicht die Arbeitslosigkeit regional sogar über 30%, und bei Jugendlichen unter 25 Jahren stellenweise 65% bis 80%.

Was selbstverständlich nichts daran ändert, dass auch bei uns jeder einzelne Arbeitslose einer zu viel ist.

Paul Zimmer

Rezente und erwartete Entwicklung des Bruttoinlandsproduktes



ADEM – „Agence pour le développement de l'emploi“

„Der Name ist Programm“

Mit effizienten Maßnahmen und Instrumenten will die ADEM den nationalen Arbeitsmarkt weiterentwickeln

„Wir möchten eine öffentliche Dienstleistung wirksam umsetzen, wobei stets auch der menschliche Aspekt im Vordergrund stehen muss“, erklärt ADEM-Direktorin Isabelle Schlessler die Herangehensweise ihrer Verwaltung an ihre doch eher sensiblen Aufgaben. „Wir stehen im Dienste der Arbeitssuchenden und versuchen, unseren Auftrag wirkungsvoll zu erfüllen, eben unter Berücksichtigung der menschlichen Komponente. Ich sehe darin keinen Widerspruch.“

Dass der Gang zur ADEM nicht immer leicht fällt, weiß auch Direktorin Isabelle Schlessler. „Wir begegnen Menschen, die zum Teil einen schweren Schicksalsschlag erlitten haben und nicht freiwillig zu uns kommen. Allein schon aus diesem Grund ist die menschliche Feinfühligkeit ja so entscheidend.“

Hauptaufgabe ihrer Verwaltung ist es laut Isabelle Schlessler, „den Arbeitsmarkt hierzulande weiterzubringen“. Dabei sei die Bezeichnung ADEM – „Agence pour le développement de l'emploi“ gewissermaßen Programm. Erste Voraussetzung, um den Arbeitsmarkt weiterzuentwickeln, sei es, die Arbeitslosigkeit so gering wie nur möglich zu halten. Den Arbeitssuchenden müsse also geholfen werden, eine Beschäftigung zu finden. Und parallel dazu müssten die Unternehmen, die ja letztlich die Arbeitssuchenden einstellen, bei der Suche nach den geeigneten Mitarbeitern unterstützt werden.

Angebot und Nachfrage würden allerdings nicht immer zwangsweise zueinander finden, allein schon, weil die Bedürfnisse der Unternehmen nicht immer mit den Kompetenzen der Erwerbslosen übereinstimmen. In solchen Fällen biete sich eine Zusammenarbeit mit den Nachbarregionen schlicht an. Und wenn auch dort kein Arbeitssuchender mit passendem Profil ausgemacht werden könne, gebe es immer noch die Möglichkeit einer europaweiten Zusammenarbeit mit ähnlich gelagerten Arbeitsagenturen.

„Eures“ heißt das Zauberwort. Hinter dem Begriff verbirgt sich ein europäisches Netzwerk, in dem die Partner Informationen sowohl für Arbeitssuchende als auch für Arbeitgeber bereitstellen und bei der grenzüberschreitenden Stellenvermittlung unterstützen. Wie die ADEM-Direktorin erläutert, versuche die luxemburgische Arbeitsagentur natürlich vorrangig, die Arbeitssuchenden zu platzieren, die bei der ADEM angemeldet sind. Sind allerdings keine entsprechenden Profile vorhanden, kann die ADEM die Unternehmen dabei unterstützen, über die Landesgrenzen hinweg, nach geeignetem Personal zu suchen. Isabelle Schlessler: „Letztlich sind es die Unternehmen, die Arbeitsplätze schaffen und entscheiden, wen sie einstellen wollen.“

Dass Luxemburg allein schon aufgrund seiner geografischen Lage seit jeher eine atypische Beschäftigungspolitik kennt, ist gewusst. Obwohl in Luxemburg im Gegensatz zu anderen Ländern um die 10.000 Arbeitsstellen im Jahr geschaffen werden, ist die Arbeitslosenquote in jüngster Vergangenheit nur geringfügig gesunken. Die Erklärung für diese fast schon widersprüchliche Situation liegt auf der Hand: Dem nationalen Stellenangebot steht eine Nachfrage aus der gesamten Großregion gegenüber. „In einem Umkreis von rund 100 km gibt es mehrere Hunderttausend Arbeitssuchende“, rechnet ADEM-Direktorin Isabelle Schlessler vor. Sie stellen auf



Dass der Gang zur ADEM nicht immer leicht fällt, weiß auch Direktorin Isabelle Schlessler. „Wir begegnen Menschen, die zum Teil einen schweren Schicksalsschlag erlitten haben und nicht freiwillig zu uns kommen. Allein schon aus diesem Grund ist die menschliche Feinfühligkeit ja so entscheidend.“

der einen Seite sicherlich eine „enorme Konkurrenz“ für die einheimischen Arbeitssuchenden dar. Auf der anderen Seite käme unser Land aber auch nur schlecht ohne die Arbeitskräfte aus der Großregion aus.

„Viel wichtiger“ als die 10.000 zusätzlichen Arbeitsplätze, die pro Jahr in Luxemburg geschaffen werden, ist für Isabelle Schlessler die Dynamik bei den Einstellungen, die pro Jahr in Luxemburg erfolgen. Demzufolge würden in einem Jahr rund 120.000 Beschäftigte eingestellt, sei es, weil ein Mitarbeiter in den Ruhestand getreten sei oder ein Beschäftigter den Arbeitgeber wechselt. „Diese Zahl ist für uns von großer Bedeutung.“ Hier gelte es anzusetzen, dies umso mehr, als es sich bei den 10.000 neu geschaffenen Stellen fast ausschließlich um hochqualifizierte Stellen handele, für die die bei der ADEM gemeldeten Arbeitssuchenden nicht unbedingt die erforderlichen Voraussetzungen erfüllten.

Erste Anlaufstelle

Erste Anlaufstelle für einen Arbeitssuchenden sind bei der ADEM die sieben regional aufgestellten Agenturen. Ausschlaggebend dafür, welche Agentur zuständig ist, ist der Wohnort. Bereits

bei der Anmeldung werden gewisse Kriterien wie Qualifikationen oder Berufserfahrung erfasst. Ebenso wird geprüft, ob der Erwerbslose Anrecht auf Arbeitslosengeld hat. „Wer arbeitslos wird, ist erst einmal beunruhigt und macht sich natürlich Sorgen über seine finanzielle Lage.“

Im Gespräch mit einem persönlichen ADEM-Berater werden potentielle Berufsfelder und Wege zurück in den Arbeitsmarkt diskutiert. Gerade in dieser Orientierungsphase sei der persönliche Kontakt äußerst wichtig. So werde an dieser Stelle weder auf das Internet noch auf andere Instrumente wie beispielsweise das ADEM-eigene „JobBoard“ zurückgegriffen.

Ist die Anmeldung bei der ADEM einmal erfolgt, sieht der Arbeitssuchende seinen Berater mindestens einmal im Monat. Dies sei wohl personalintensiv, auf der anderen Seite erweise sich der persönliche Kontakt in einer entsprechenden Situation allerdings als äußerst sinnvoll.

Die Aufgabe des ADEM-Beraters, nämlich Stellenangebote und -gesuche aufeinander abzustimmen, wird im Fachjargon als „Matching“ bezeichnet. Neben den persönlichen Kontakten zu Arbeitgebern, die auf der Su-

che nach Personal sind, hat er auch Zugriff auf Datenbanken, in denen die offenen Stellen erfasst sind. Der ADEM-Berater kann also gezielt Vorschläge machen, notwendig ist aber die Eigeninitiative des Arbeitssuchenden. Neu dazu komme nun aber das sogenannte und gerade eben schon angesprochene „JobBoard“, bei dem auch der Arbeitssuchende ein weiteres „Steuer an die Hand“ bekomme, um aktiv auf Stellensuche zu gehen. In der Praxis bedeute dies, dass jeder Arbeitssuchende, der bei der ADEM eingeschrieben sei, automatisch auch mit einem anonymisierten Kurzprofil auf eben diesem „JobBoard“ erscheine. Zusätzlich kann der Arbeitssuchende auch einen anonymisierten Lebenslauf in das „JobBoard“ einstellen und somit seine Erfahrungen und Kompetenzen noch stärker hervorheben. Gleichzeitig haben auch Arbeitgeber Zugang zu dem „JobBoard“ und können selbst nach geeigneten Kandidaten suchen. Zudem seien die Unternehmen verpflichtet, ihre freien Stellen bei der ADEM zu melden, die ebenfalls in anonymisierter Form in das „JobBoard“ eingestellt würden. Bei Interesse an einem oder mehreren Stellenangeboten informiert der Arbeitssuchende seinen ADEM-Berater, der zunächst prüft, ob das Profil des Kandidaten mit den Stellenanforderungen übereinstimmt. Wenn dies der Fall ist, wird der Kontakt zu dem Arbeitgeber hergestellt. Aktuell umfasst das „JobBoard“ der ADEM rund 25.000 Bewerberprofile und 4.000 offene Stellenangebote. Dadurch, dass sowohl Arbeitssuchende als auch Arbeitgeber aktiv auf die Suche nach passenden Stellenangeboten beziehungsweise Bewerbungen gehen können, vervielfältige sich die Chance, dass Angebot und Nachfrage auf dem Arbeitsmarkt zueinander finden, betont ADEM-Direktorin Isabelle Schlessler.

Unternehmen, die – wie in einer Vereinbarung zwischen Regierung und Arbeitgeberverband vorgesehen – zusätzliche Anstrengungen machten, die allerdings weit über das „JobBoard“ hinausgingen, könnte dann auch noch das Label „Entreprise, partenaire pour l'emploi“ zuerkannt werden, das wiederum auch mit Verpflichtungen für die ADEM wie beispielsweise eine zügige Auswahl von Kandidaten verbunden sei.

Klassische Vermittlung

Das „JobBoard“ ist allerdings nur ein Instrument, das die Einstellung von Arbeitssuchenden erleichtern soll. Die klassische Arbeitsvermittlung erfolge über den ADEM-Berater. Er verfüge über entsprechende IT-Tools, die ihm einen detaillierten Überblick über die Kompetenzen des Arbeitssuchenden, seine beruflichen Erfahrungen sowie seine Schritte bei der Arbeitssuche geben. Im Unterschied zum „JobBoard“ komme hier allerdings der menschlichen Komponente ein weitaus größeres Augenmerk zu. „Die Berater kennen die Arbeitssuchenden, sie sehen sich mindestens einmal im Monat“, erklärt die ADEM-Chefin. So kann auch festgestellt werden, ob ein Arbeitssuchender einen bestimmten Qualifizierungsbedarf hat. In diesem Fall versucht die ADEM, eine passende Weiterbildung zu organisieren, die entweder von der ADEM selbst oder in Zusammenarbeit mit anderen Bildungsträgern durchgeführt wird. Dabei handelt es sich in der Regel um fachliche Weiterbildungen in Berufsfeldern, in denen eine starke Nachfrage an Arbeitskräften herrscht, wie zum Bei-



Im Gespräch mit einem persönlichen ADEM-Berater werden potentielle Berufsfelder und Wege zurück in den Arbeitsmarkt diskutiert. Gerade in dieser Orientierungsphase ist der persönliche Kontakt äußerst wichtig.



Die ADEM organisiert passende Weiterbildungen, die entweder von ihr selbst oder in Zusammenarbeit mit anderen Bildungsträgern durchgeführt werden. Dabei handelt es sich in der Regel um fachliche Weiterbildungen in Berufsfeldern, in denen eine starke Nachfrage an Arbeitskräften besteht.

spiel im Logistik-, IT- oder Baubereich. Aber auch Luxemburgisch-Kurse für Arbeitsuchende werden von der ADEM angeboten.

Wird der ADEM eine freie Stelle gemeldet, wird diese im internen System hinterlegt, auf das alle Berater aus den landesweit sieben ADEM-Agenturen Zugriff haben. Sie wählen daraufhin potentielle Kandidaten aus, die sie dem „Service employeurs“ der ADEM vorschlagen. Im „Service employeurs“ arbeiten Berater, die über langjährige Berufserfahrungen und Kontakte in ausgewählten Wirtschaftsbereichen verfügen und somit die Stellenanforderungen genau kennen. Dem Berater aus dem „Service Employeurs“ fällt dann die Aufgabe zu, aus all den vorgeschlagenen Kandidaten entsprechende Bewerber auszuwählen, die sich dann beim Unternehmen melden sollen. Dass diese zweistufige und sehr detaillierte Bewerberauswahl erfolgt, stellt für Isabelle Schlessler eine wichtige Entwicklung im Sinne einer effizienten Stellenvermittlung dar: „Früher hat jede der sieben Agenturen ihre Kandidaten nach eigenen Kriterien ausgewählt. Das hatte sehr häufig zur Folge, dass wir für eine Stelle äußerst viele Bewerber vorgeschlagen haben, was allerdings weder im Sinne der Unternehmen noch der vielen abgelehnten Bewerber war.“

„Das Wissen, über das unsere Berater verfügen, kann keine Datenbank ersetzen“, fügt die ADEM-Direktorin hinzu. Aus diesem Grunde könne das „JobBoard“ auch niemals ausschließlich zur Vermittlung von Arbeitsstellen genutzt werden.

Auf die Fristen zur Vermittlung eines Arbeitsuchenden angesprochen, verweist Isabelle Schlessler erst einmal auf die sogenannte Jugendgarantie. Dabei handelt es sich um ein europäisches Konzept zur Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit. Ziel ist es, jungen Menschen unter 25 Jahren innerhalb von vier Monaten ein konkretes Angebot zu unterbreiten. „Dabei kann es sich um eine Arbeitsstelle, aber auch um eine Beschäftigungsmaßnahme oder um eine Ausbildung handeln.“ Rund 80 Prozent der Jugendlichen, die am Programm teilnehmen, erhielten dann am Ende dieser Frist auch ein qualitativ hochwertiges Angebot.

Ganz im Sinne einer wirksamen Bekämpfung der Arbeitslosigkeit bietet die ADEM seit geraumer Zeit auch Programme an, um Arbeitsuchende anhand von Schulungen ganz gezielt für das eine oder andere Tätigkeitsfeld „fit zu machen“. Das kann sowohl auf Anfrage von Privatunternehmen erfolgen als auch von öffentlichen Dienststellen. Als „ein recht positives Beispiel“ nennt ADEM-Direktorin Isabelle Schlessler eine entsprechende Erfahrung mit der Fiskalverwaltung, für die in einem ersten Durchgang 20 Arbeitsuchende „eine maßgeschneiderte Ausbildung“ erhielten und heute dort beschäftigt seien. Solche Initia-

tiven hätten natürlich auch Konsequenzen auf die Einstellungspolitik beim Staat: In solchen Fällen werde nicht mehr „generell rekrutiert“, sondern „ganz spezifisch“ für den einen oder anderen Fachbereich. Und den Verwaltungen erlaube diese Herangehensweise, gleich über spezifische Fachkompetenzen zu verfügen, ohne dass zunächst einmal weitreichende Schulungen erforderlich wären. Ähnliche Programme würden derzeit auch für die Arbeitsinspektion ITM und die Polizei umgesetzt.

Eine enge Zusammenarbeit bestehe beispielsweise aber auch mit der Luxemburger Armee. Hier gebe es gleich eine zweifache Engagement, zum einen, wenn es darum gehe, Rekruten zu finden, zum anderen aber auch bei der sogenannten beruflichen Rekonversion. In regelmäßigen Workshops soll gerade jüngeren Arbeitsuchenden die Luxemburger Armee mit ihren vielfältigen Aufgaben und Ausgangschancen näher gebracht werden. Isabelle Schlessler: „Wir können und wollen niemanden dazu zwingen, in die Armee einzutreten. Wir können aber von jemandem verlangen, einfach mal zuzuhören, um so zu erfahren, was die Armee zu bieten hat.“

Alle Bevölkerungsgruppen

Genauere Daten festzuhalten betreffend die Zeitspanne, in der jemand bei der ADEM eingeschrieben sei, gestaltete sich schwierig. Empfänger des Arbeitslosengelds seien durchschnittlich sechs Monate bei der ADEM eingeschrieben, rund 44% der Arbeitsuchenden länger als ein Jahr. Das heiße jedoch nicht, dass die Betroffenen auch ein Jahr lang inaktiv waren. Jemand, der beispielsweise im Rahmen eines „Contrat de réinsertion-emploi“ während einem Jahr einer Tätigkeit nachginge, sein Vertrag nach Ablauf dieser Periode aber nicht verlängert würde, der werde in den Statistiken mit mehr als 12 Monaten arbeitsuchend geführt, obwohl er gearbeitet habe. So müsse man alle Statistiken zu diesem Thema mit der nötigen Skepsis analysieren.

Die Personen, die bei der ADEM eingeschrieben seien, gehörten zu allen Bevölkerungsgruppen und -schichten. Fast ein Viertel davon machten jedoch diejenigen aus, die wegen einer Krankheit beruflich neu orientiert werden müssten oder mit einer Behinderung lebten. Besonders diese Menschen hätten es sehr schwer, ein neues Arbeitsverhältnis zu finden, deswegen versuche die ADEM auch immer wieder, auf diesen Umstand aufmerksam zu machen, wie erst kürzlich im Zuge der Konferenz „Emploi & Handicap“, die Arbeitnehmer mit Behinderungen oder beruflichen Einschränkungen und Arbeitgeber näher zusammenbringen sollte.

Durch das neue Gesetz vom 18. Januar 2012 änderte sich so einiges bei der ADEM, so gebe es beispielsweise den neuen „Service Employeurs“, in

dem sich auch eine spezielle Beraterin um „projets féminins“ bemühe, insbesondere um Fälle, die schwieriger in ein neues Arbeitsumfeld zu integrieren seien. Dabei könne man jedoch nicht verallgemeinern, zu diesen Arbeitsuchenden gehörten sowohl Frauen, die weniger als fünf Jahre nicht gearbeitet hätten, als auch Frauen, die noch nie einer Tätigkeit nachgegangen seien, mit 55 Jahren geschieden würden und sich plötzlich ohne jegliche Erfahrung auf dem Arbeitsmarkt zurechtfinden müssten. Die ADEM biete dann spezielle Schulungen an, beispielsweise, wie man sich bei einem Vorstellungsgespräch benehmen und kleiden sollte.

Das Interesse an Teilzeitarbeit sei bei den Frauen größer als bei den Männern, allerdings seien sie in verschiedenen Bereichen auch gezwungen, Teilzeit zu arbeiten, obwohl sie eine Vollzeitstelle benötigten, um über die Runden zu kommen, da es einfach eine zu große Nachfrage und zu wenig Posten gebe. Vielen Frauen fehle es übrigens im professionellen Bereich an Selbstvertrauen, meint Isabelle Schlessler abschließend zu diesem Thema, „komischerweise, denn in der Schule sind die Frauen ja im Allgemeinen besser als die Männer“.

Drei große Ziele

Im Rahmen der Reform setzten sich die drei neuen Gesichter an der Spitze der ADEM drei große Ziele: Erstens wollte man den Dienst am Arbeitnehmer personalisierter gestalten. In Luxemburg gebe es rund 17.000 Arbeitslose und jeder einzelne unterscheide sich von den Anderen. Mithilfe von „profiling“, also der Erstellung von Profilen jedes Einzelnen, könnten sie nun besser und leichter orientiert werden. Auch auf der Ebene der Weiterbildung der Arbeitsuchenden habe sich so einiges getan: In der Tat gebe es ja, wie etwas weiter oben schon angesprochen, viele freie Stellen in Luxemburg, das Problem liege darin, dass die Profile nicht darauf passten. Deswegen würde versucht, in Bereichen, in denen es ein großes Angebot gebe, die Arbeitsuchenden umzuschulen, damit sie auch in anderen Sektoren eingesetzt werden könnten. So geschehen beispielsweise im Bereich des Fischverkaufs, wo Supermärkte sich bei der ADEM meldeten, weil es tatsächlich keine geeigneten Kandidaten für diese Posten gab. In drei Monaten Fortbildung erlernten die Interessenten die nötigen Kompetenzen und fanden im Anschluss fast allesamt einen Arbeitsplatz.

Der zweite Schwerpunkt der Reform lag auf der Zusammenarbeit mit den Arbeitgebern. Hier sollte das Vertrauen der Unternehmen in die ADEM wieder gestärkt werden, denn auch wenn die Agenturen für Arbeit nirgends auf der Welt große Popularität genossen – weder bei den Arbeitnehmern noch bei den Arbeitgebern –, müsste trotzdem die Kooperation mit allen Akteuren gegeben sein. In der Tat wäre man vor 2012 so weit gewesen, dass viele Ar-

beitgeber ihre freien Posten überhaupt nicht mehr an die ADEM weiterreichten und Profile von geeigneten Kandidaten, die sie von der ADEM erhielten, nicht in Betracht zogen. Hier liegt für Isabelle Schlessler der springende Punkt: „Gesetzlich sind alle Unternehmen verpflichtet, ihre freien Stellen der ADEM zu melden. Aber wir setzen nicht auf das Druckmittel des Gesetzes, sondern auf das Vertrauen in unsere Arbeit. Die Arbeitgeber müssen spüren, dass sie einen Mehrwert haben, wenn sie mit der ADEM zusammenarbeiten. Daher bemühen wir uns, den Arbeitgebern qualitativ hochwertige und passgenaue Serviceleistungen anzubieten.“

Vier Jahre nach Umsetzung der Reform habe sich in diesem Punkt in der Tat so Einiges getan: Es würden 20% mehr Stellenangebote an die ADEM übermittelt und so könnten dementsprechend auch mehr Arbeitsuchende vermittelt werden. Viele Unternehmen seien mittlerweile stolz darauf, mit dem Label der ADEM ausgezeichnet zu werden. Ihrerseits habe die ADEM zwei Jahre hintereinander den Preis des besten öffentlichen Partners im Bereich des Personalmanagement verliehen bekommen. Dies seien sehr wichtige Signale, es sei von absoluter Wichtigkeit, dass die Arbeitgeber nicht mehr zögerten, sich an die ADEM zu wenden. Dies funktioniere vor allem deswegen, weil sie nun eine direkte Kontaktperson im „Service Employeurs“ hätten, die selbst jahrelange Erfahrung in dem Arbeitsbereich des betroffenen Unternehmens gesammelt hätten und somit die Bedürfnisse ihrer Gesprächspartner genau kannten.

Dritte und letzte Zielsetzung der Reform war die Modernisierung der Instrumente, mit denen die ADEM arbeitete. Im IT-Bereich seien diese Arbeiten in vollem Gange, wie man am Beispiel des schon angesprochenen „JobBoard“ sehen könne. Des Weiteren wurde auch personell aufgestockt. Tatsächlich habe es ein großes Bedürfnis an Mitarbeitern aus den verschiedenen Tätigkeitsbereichen sowie an Projektleitern gegeben. Mittlerweile arbeiteten 410 Personen für die ADEM.

An einem Strang ziehen

Dass all diese Änderungen so glatt und mit vollster Unterstützung aller Beteiligten umgesetzt werden konnten, sei nicht selbstverständlich, so Isabelle Schlessler, insbesondere mit drei neuen Gesichtern im Direktionskollegium. Genau hier liege aber ihrer Meinung nach der Schlüssel zum Erfolg: Alle drei seien – aus verschiedenen Bereichen – als Neulinge in die ADEM gekommen und deswegen auch nicht von alteingesessenen Routinen beeinflusst gewesen. Gleichzeitig dürfe man dann aber auch nicht alles in Frage stellen, sondern man müsse analysieren, welche Punkte gut funktionierten und wo Handlungsbedarf bestehe. Glücklicherweise habe das Personal der ADEM bei diesen Änderungen mit der Direktion an einem Strang gezogen. „Wenn die Basis nicht mitzieht, dann kann eine solche Reform nicht funktionieren.“

Isabelle Schlessler legt deswegen größten Wert auf die interne und externe Kommunikation, um einerseits die Mitarbeiter zu informieren und mit einzubinden und andererseits die Arbeit der ADEM in der Öffentlichkeit vorzustellen, auch um den Arbeitsuchenden so die Angst vor dem Gang in die Arbeitsagentur zu nehmen. Mit Blick auf die vergangenen vier Jahre könne sie jedoch behaupten, dass dies bis jetzt gut funktioniere, nicht zuletzt dank dem unermüdlichen Einsatz aller Beteiligten.

Mit der jetzigen Herangehensweise sei man wohl auf dem richtigen Weg, so Isabelle Schlessler abschließend, nun ginge es darum, die neuen Maßnahmen und Instrumente in alle Bereiche der ADEM zu integrieren und gezielt auszubauen, dann würden die Erfolge nicht auf sich warten lassen.

s.h./p.r.



Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch eines jeden

BHW und **CGFP**

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:	mit:
Wohnungsbau/-kauf	Sofortkredit
Modernisierung	CGFP-Vorzugsdarlehen
Grundstückwerb	Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten!

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595
L-2015 Luxembourg

Baukredit:

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Name)

(Vorname)

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)



Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2016

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW KomfortBausparen & BHW Wohnbausparen Plus

Bauen und Sparen

Die neuen Tarife BHW KomfortBausparen & BHW Wohnbausparen Plus sind ideal zum Sparen und Bauen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Wohnbausparen Plus bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen zwei Darlehenszinsvarianten zu 2,35% oder sogar 1,25%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Wohnbausparen Plus kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld. Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungs-

plan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit Rendite

Wollen Sie kein Bauspardarlehen in Anspruch nehmen oder sind Sie noch unentschlossen, so bietet sich der BHW KomfortBausparen im heutigen Zinsniveau als attraktive Spareinlage an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Verzinsung von 1% und sichern sich auch eine Option auf ein günstiges Bauspardarlehen. Der Tarif ist für alle geeignet, die

- zinsstark sparen möchten
- noch nicht sicher sind, ob sie Wohneigentum erwerben möchten
- sich heute schon einen attraktiven Sollzins sichern wollen
- für eine anstehende Modernisierung Kapital brauchen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Mit der Umsetzung der Steuerreform werden weitere Verbesserungen der staatlichen Förderung erwartet. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!



Mietimmobilien sind begehrt wie nie



Eine Mietimmobilie kaufen und regelmäßige Einnahmen erzielen – das ist der Wunsch vieler Wohneigentümer, besagt eine aktuelle Studie von BHW. In den Kernbereichen der Großstädte kann sich laut der BHW-Umfrage sogar jeder dritte Eigentümer vorstellen, ein Haus oder eine Wohnung als Vermietungsobjekt zu erwerben. „Die langfristig vermietete Immobilie ist eine lukrative Wertanlage und auch eine solide Alterssicherung, wenn die Lage stimmt“, erklärt Georg Hoogendijk von Postbank Immobilien. Die Nachfrage dürfte sich vor allem in den bekannten Boom-Regionen in den nächsten Jahren noch weiter erhöhen, die

Preise für Eigentumswohnungen steigen dort stetig. Kaufinteressenten sind daher gut beraten, sich in der Nähe ihres Wohnorts umzusehen, betont der Immobilien-Experte. „Sie kennen die infrage kommenden Wohnquartiere und können sich bei Bedarf auch um Hausmeister- und Verwaltungsarbeiten selber kümmern – das sind echte Standort-Vorteile für private Kleinvermieter.“ Überschaubarer sind auch meist die Preise, die Kaufinteressenten vor allem in Klein- und Mittelstädten im Umfeld der Metropolen finden. Hier sind durchaus noch Wertsteigerungen zu erwarten.

Feuchtes Mauerwerk: Ursachen und Gegenmaßnahmen



Feuchtigkeitsschäden in Wänden, im unteren Sockelbereich oder im Keller – Probleme, mit denen viele Hauseigentümer zu kämpfen haben. Billiglösungen sind dann gefragt, die aber in den seltensten Fällen am Ende auch tatsächlich preiswert sind. Denn Patentrezepte oder „Wundermittel“ gegen die Feuchtigkeit gibt es nicht.

Hier ist Ursachenforschung angesagt: Wasser allein ist meist nicht der Grund für Feuchtigkeitsschäden. Beispielsweise führen ungünstige Beheizungs- sowie Belüftungsbedingungen an den Innenseiten der Außenwände – vor allem in kalten Raumecken – zu Kondenswasserbildung. Und zwar durch Unterschreitung des Taupunktes. Mikroorganismen werden angesiedelt, Schimmelbildung ist die Folge. Wenn die Schadensursache zweifelsfrei geklärt ist, können Gegenmaßnahmen eingeleitet werden. Dazu bietet sich die warme, trockene Jahreszeit als ideale Voraussetzung an. Nach Auskunft der BHW-Bausparkasse hat sich in den letzten Jahren eine Reihe von Maßnahmen zur Beseitigung von Feuchtigkeitsschäden bewährt:

- Aufsteigender Mauerfeuchtigkeit lässt sich durch Abdichtung mit bitumenkaschierter Bleifolie oder gewellten Chromstahlplatten entgegenwirken. Das Mauerwerk wird dazu im Querschnitt durchtrennt.

- Beim Silicon-Bohrlochverfahren werden Spezialprodukte eingebracht, die das Mauerwerk wasserabweisend machen.

- Im erdberührenden Bereich ist bei Hang- und Sickerwasser in unterkellerten Gebäuden eine Abdichtung mit einem Sperrputz, einer Dichtungsschlämme oder mit Schweißbahnen auf Bitumenbasis empfehlenswert.

- Bei zementgebundenen Innenabdichtungen ist wegen der hohen Wärmeleitfähigkeit ein wärmedämmender Putz ratsam. Schwitzwasser wird so vermieden.

- Werden Salze in der Wand nachgewiesen, können bei einer Salzbehandlung leicht lösliche Salze wie z.B. Sulfate und Chloride in schwerlösliche Salze umgewandelt werden.

Sanierputze bilden dann den Abschluss. Verringerte Wasseraufnahme, hohes Porenvolumen, bei hoher Wasserdampfdurchlässigkeit zeichnen sie aus. Feuchtigkeit kann so entweichen, Salze werden so im Untergrund fixiert.

Doch welche Schäden auch vorliegen und welche Maßnahmen anschließend getroffen werden: Die Fachleute des BHW-Baustudios haben die Erfahrung gemacht, dass Eigenleistungen in diesem Bereich nur unter fachmännischer Anleitung sinnvoll sind.



Ein separates Unterrichtsfach bleibt eine Schublade, die man je nach Gebrauch öffnet oder schließt: Das Schubladendenken verwehrt den Blick auf das Ganze und die Zusammenhänge, die zwischen verschiedenen Fächern bestehen – Zusammenhänge, die nichts anderes als eine Analogie zum wahren Leben darstellen, das ebenfalls größtenteils aus Zusammenhängen besteht.

pour des motifs confessionnels, ou le recours à des certificats médicaux de dispense d'activité sportive perturbent le déroulement de la scolarité de ces élèves. De même, certains comportements contestataires, voire négationnistes d'élèves remettant en cause des pans entiers d'enseignements d'histoire ou des sciences de la vie et de la terre désorganisent le bon déroulement de ces enseignements, ce qui n'est pas admissible. Ces comportements perturbent bien évidemment la bonne marche du service public de l'enseignement, mais conduisent également, dans certains cas, à une déscolarisation et une marginalisation des élèves eux-mêmes.⁶

Der Auftrag der öffentlichen Schule besteht aber darin, Bildung bzw. Erziehung zu gewährleisten und Persönlichkeitsentfaltung sowie Identitätskonstruktion zu ermöglichen. Voraussetzung für die Entwicklung von Wissen, Know-how und Identität ist eine vom Staat garantierte Gleichheit, so wie unser demokratisches Grundgesetz ebenfalls die Gleichheit eines jeden Bürgers, unabhängig von dessen Glauben oder sexueller Orientierung, verteidigt. Im Umkehrschluss heißt dies, dass jeder, der mehr individuelle Freiheiten für sich beansprucht (wie beispielsweise die Freistellung von Unterrichtsfächern aus religiösen Gründen), auf „seiner“ Gleichheit verzichtet, möchte er doch durch seine Forderungen „anders“ behandelt werden als alle anderen. Und die öffentliche Schule sollte jedwede Form von Ungleichheit vermeiden. Da die Schule als Institution Gleichheit unter Menschen verwirklichen muss, weil die schulischen (Lebens- und Lern-) Bedingungen für jeden Menschen dieselben sein müssen, muss jeder Einzelne – und zwar Schüler und Lehrer – auf einen Teil seiner individuellen Freiheit verzichten, und die Schule kann und darf keine Ausnahmen akzeptieren.

Illusorisch ist es dennoch zu glauben, junge Menschen würden oder könnten ihre religiösen, metaphysischen oder ideologischen Fragen als Privatsache in der Garderobe ablegen. Das wäre zu einfach und kann eigentlich nur von reifen Erwachsenen verlangt werden. Private Angelegenheiten, ohne notgedrungen religiöser Natur zu sein, werden immer eine Rolle in der Schule spielen, weil diese einen großen Teil des jugendlichen Erfahrungshorizonts darstellt, und dies umso mehr, als in vielen Haushalten heutzutage beide Elternteile gezwungen sind, einer Erwerbstätigkeit nachzugehen und ihre Kinder d. Ö. tagsüber auf sich allein gestellt sind. Identitätskonstruktion, Wertebildung und Persönlichkeitsentfaltung sind per se privat, steht doch das einzelne Subjekt im Vordergrund. Erreicht oder wenigstens gefördert werden können diese Ziele aber nur, wenn weder ethnische bzw. kulturelle Herkunft noch religiöser Kontext eine Rolle spielen – was von der öffentlichen Schule eine neutrale Haltung abverlangt. Aber Neutralität bedeutet nicht zwangsläufig das Nichtbeachten jedweden religiösen Ausdrucks von Seiten der Schüler – dies käme wieder einer Diskriminierung gleich.

Die öffentliche Schule ist dazu verpflichtet, die „humanistischen“ Werte – allen voran die Toleranz – zu lehren, zu leben und zu verteidigen. Der Toleranzbegriff unterliegt aber einer nicht zu unterschätzenden Janusköpfigkeit, da er zunächst voraussetzt, dass wir den Anderen „tolerieren“; wenn wir Solidarität und Integration aber wirklichen wollen, genügt diese Haltung kaum, sondern die Toleranz muss der Akzeptanz und der Überzeugung weichen, dass der menschliche Reichtum gerade in der Differenz liegt. Der Franzose drückt diesen Gedanken in der Wendung aus: „Il faut de tout pour faire un monde.“ Gerade beim Versuch einer solchen Akzeptanz kollidieren zwangsläufig das Prinzip der abso-

dividuellen Freiheit müssen aber klare Grenzen gesetzt werden:

„La liberté d'expression et de manifestation des croyances religieuses ne saurait permettre aux élèves d'arborer des signes qui, par leur nature, par les conditions dans lesquelles ils seraient portés individuellement ou collectivement, ou par leur caractère ostentatoire ou revendicatif, constitueraient un acte de pression, de provocation, de prosélytisme ou de propagande, porteraient atteinte à la dignité ou à la liberté de l'élève ou d'autres membres de la communauté scolaire éducative, compromettant leur santé ou leur sécurité, perturberaient le déroulement des activités d'enseignement et le rôle éducatif des enseignants, enfin troubleraient dans l'établissement ou le fonctionnement normal du service public.“⁸

Wenn es also darum gehen sollte, Jugendliche in ihrer persönlichen Entwicklung zu begleiten und ihre Wertebildung zu fördern, so könnte ein begehbarer Mittelweg darin bestehen, persönliche Meinungen, Überzeugungen und persönlichen Glauben zu respektieren bzw. zu akzeptieren unter der klaren Bedingung, dass diese Ausdrucksformen frei von jedweder Form von Gewalt im weitesten Sinn sind (frei von psychischem oder intellektuellem Druck, frei von intentionaler psychischer oder physischer Gewalt usw.) und den alltäglichen Schulbetrieb bzw. das Miteinander nicht im geringsten in Frage stellen, stören oder unterwandern.

Die öffentliche Schule als Ort des Lernens und der Integration muss meines

Menü anzubieten, muss also nicht gleich für Furore sorgen. Es erübrigt sich die Bemerkung, dass als Gegenleistung der Respekt vor den Werten unserer demokratischen Gesellschaft eine Selbstverständlichkeit sein muss.

Als Maßnahme gegen jedwede Form von Radikalisierung leistet die öffentliche Schule in den europäischen Ländern einen bedeutenden Beitrag, indem sie Jugendliche unterrichtet und in ihrer persönlichen Entfaltung unterstützt und begleitet. Dennoch wird sie es niemals verhindern können, dass einzelne Jugendliche sich radikalieren, weil diese Manipulation in der Regel im außerschulischen Bereich stattfindet und, wie Giesecke schreibt, „der Wertbildungsprozess im Inneren der Person statt[findet] und deshalb als solcher von außen nicht erkennbar [ist].“⁹ Erfolg und Scheitern unserer Bildungssysteme lassen sich immer nur langfristig feststellen, da Bildung und Erziehung Bereiche darstellen, in denen jedwedes Handeln nicht unmittelbar zu einem Ergebnis führt. Unbestreitbar ist aber die Tatsache, dass die Schule nur einen Aspekt im Kampf gegen Radikalisierung und Terrorismus darstellt und dass eine enge Zusammenarbeit vieler verschiedener Bereiche des öffentlichen und privaten Lebens insgesamt vonnöten ist, um eine Gesellschaft, in der nicht nur über Werte gesprochen wird, sondern diese auch „gelebt“ werden, wiederaufzubauen und zu stärken. Zweifelsohne spielt aber im Kampf gegen jedwede Form von Radikalisierung die Schule die ausschlaggebende Rolle: Während die „Exekutive“ – Regierungen, Polizei und Nachrichtendienste – meistens nur reagieren und lediglich „materiell“ vorbeugen kann, d. h. bereits Radikalisierten das Handwerk vor oder nach einer Straftat legen kann, vermag die Schule einer Radikalisierung von Menschen durch Erziehung, Unterricht und Sozialisierung vorzubeugen; nenn es im Gegensatz zur „materiellen“ eine „intellektuelle“ bzw. „kulturelle“ Prävention. Regierungen „reagieren“ punktuell, während die Schule nachhaltig vorbeugen kann.

Claude Heiser



Die öffentliche Schule soll junge Menschen in ihrer Ich-Suche, Identitätskonstruktion und Wertebildung begleiten und unterstützen – eine Aufgabe, die einen gewissen Grad an Toleranz und Verständnis voraussetzt: Ein Kreuz, ein Davidstern, eine Mondsichel als Kettenanhänger sollten in der Schule nicht polemisiert werden.

luten Neutralität und die Verfechtung humanistischer Werte: Wird jedwede religiöse bzw. konfessionsgebundene Ausdrucksform a priori verboten, d. h. unterbunden, werden Werte wie freie Meinungsäußerung und freie Meinungsbildung missachtet. Wie immer gilt es auch hier, einen begehbaren goldenen Mittelweg zu finden und auszuloten, bis zu welchem Punkt man Anderssein bzw. Vielfalt und Differenz akzeptieren kann. Vielleicht hat der französische Staatsrat diesen Mittelweg gefunden, indem er in seinem Gutachten vom 27. November 1989 feststellt: „Le port par les élèves de signes par lesquels ils entendent manifester leur appartenance à une religion n'est pas par lui-même incompatible avec le principe de laïcité.“⁷ Dieser in-

Erachtens vor allem einen qualitativ hochwertigen Unterricht und eine optimale Erziehung gewährleisten, und zwar dadurch, dass junge Menschen in ihrer Ich-Suche, Identitätskonstruktion und Wertebildung begleitet und unterstützt werden – eine Aufgabe, die einen gewissen Grad an Toleranz und Verständnis voraussetzt: Ein Kreuz, ein Davidstern, eine Mondsichel als beispielsweise diskreter Kettenanhänger sollten in der Schule nicht polemisiert werden, gerade wie Ernährungsfragen, die zum Teil auch in Frankreich für Konflikte gesorgt haben. Den religiösen Überzeugungen gesellen sich heutzutage noch weitere ernährungstechnische Weltanschauungen wie Vegetarier, Veganer u. Ä. hinzu: In einer Schulkantine ein fleischfreies

Maßnahmen gegen Radikalisierung?

Über die Bildung von Werten und ihre Vermittlung in der Schule

Teil I

Jugendliche – leichte Opfer für jedwede Form von Radikalisierung?
Die „ethische Leere“ der westlichen Gesellschaft
Schüler mit Schwierigkeiten – eine Risikogruppe?
In der Garderobe der öffentlichen Schule – Religion als „Privatsache“?
Eltern und außerschulische Partner

Teil II

Der Lehrer als Beamter?
Die Schule als staatliche Institution – Norm und Autorität

Teil III

Werte vermitteln und/oder erleben – curriculare und didaktische Aspekte
Fazit: Einen begehbaren goldenen Mittelweg finden

¹ Kahn, Pierre: La laïcité est-elle une valeur?, in: SPIRALE – Revue de Recherches en Éducation 39 (2007).

² Körting, Ehrhart: Jihadistische Radikalisierung und staatliche Gegenstrategien, Berlin 2015, S.8. (=Arbeitspapiere Religion und Politik 2 / Friedrich-Ebert-Stiftung)

³ Der Begriff „zarisch“ und „zaristisch“ wird dementsprechend ebenfalls synonym gebraucht, ohne synonym zu sein. Wertneutral heißt es „die zarischen Soldaten“ als Soldaten des Zaren, während die Begrifflichkeit „zaristische Soldaten“ bereits die Kritik an der (autokratischen) Herrschaft des Zaren ausdrückt.

⁴ Giesecke, Helmut: Was kann Schule zur Werteerziehung beitragen?, in: Gruhn, Sabine/ Kluchert, Gerhard/ Koinzer, Thomas (Hrsg.): Was Schule macht. Schule, Unterricht und Werteerziehung: theoretisch, historisch, empirisch. Achim Leuschinsky zum 60. Geburtstag, Weinheim/Basel 2004, S.239.

⁵ Ebd.

⁶ Le principe de laïcité, in: <http://www.cnda.fr/content/download/5104/15442/version/1/file/exposesur-la-laicite.pdf>, zuletzt eingesehen am 19.11.2015, S.12.

⁷ Ebd., S.16, H. v. m.

⁸ Ebd., S.16f. In diesem Kontext wurde beispielsweise am 2. November 1992 eine interne Schulregelung des Collège Jean Jaurès de Montfermeil vom französischen Staatsrat abgelehnt. Die Regelung ordnete an: „Le port de tout signe distinctif, vestimentaire ou autre, d'ordre religieux, politique ou philosophique est strictement interdit.“ Das einige Jahre später erlassene Gesetz vom 15. März 2004 wird dieses Verbot aber letzten Endes wieder unterstützen: „Dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenue par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.“ (article L. 141-5-1 du code de l'éducation) Der goldene Mittelweg, der Werten wie Toleranz und Akzeptanz einen gewissen Freiraum zugestand, musste also einem „radikalen“ Verbot weichen, was meines Erachtens kaum die Lösung darstellen kann. Vgl. ebd. S.17.

⁹ Giesecke, Helmut, Was kann die Schule zur Werteerziehung beitragen, S.237.

NATURATA Bio Marché
Fair a kooperativ mat de Bio-Bauern

Goûtez le bio, goûtez la vie!

www.naturata.lu

<p>1 Rollingergrund</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Marché • Bio-Metzlerei Quintus 	<p>6 Dudelange</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Marché
<p>2 Merl</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Marché 	<p>7 Foetz</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Marché
<p>3 Munsbach</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Marché • Bio Boucherie • Restaurant & Catering • Biobau - Ökologesch Produkter fir Bauen an Wunnen 	<p>8 Esch-Belval</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Marché
<p>4 Erpeldange</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Marché 	<p>9 Rollingen (Mersch)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Haff Buttek
<p>5 Hupperdange</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Haff Buttek 	<p>10 Windhof</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bio Haff Buttek
<p>Bio@Home</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bestellung über das Internet www.bio-at-home.lu 	

Äre Spezialist fir Bio- an Demeter-Liewesmëtter

Luxembourg | Diekirch | Mersch | T 26 44 13 88 | b-immobilier.lu | find us on facebook

B

here we are

B IMMOBILIER VOUS PROPOSE LES SERVICES SUIVANTS

- ESTIMATION
- VENTE / LOCATION
- GESTION LOCATIVE
- PROMOTION IMMOBILIÈRE
- CONSEIL FISCAL
- DOSSIER BANCAIRE
- ASSURANCE

B IMMOBILIER
BINGEN & ASSOCIÉS

CGFP - Website

Immer topaktuell unter
www.cgfp.lu

CGFP

Lutter contre la radicalisation: Soutenir les travailleurs des services publics

Avis de la Confédération Européenne des Syndicats Indépendants (CESI)

Les attentats terroristes de 2015 et 2016 ont souligné l'ampleur des défis que représente le terrorisme pour l'ensemble de l'Union européenne. L'objectif principal des Etats membres restant d'empêcher d'autres attentats, il est indispensable et urgent de prévenir les risques et de lutter en amont contre la radicalisation.

En effet, bien que toutes les personnes qui exposent des opinions religieuses ou politiques radicales ne commettent pas des actes violents, une partie de celles qui commettent des attentats expriment au préalable des opinions radicales. Il est donc important et urgent de lutter contre le phénomène complexe de radicalisation au cours duquel des personnes adhérent à une idéologie radicale susceptible de les pousser à commettre des actes terroristes.

Or, la CESI est convaincue que cet objectif ne peut être atteint par la seule mise en place de mesures sécuritaires. Au contraire, la mise en œuvre de politiques pluridisciplinaires et complémentaires comportant, d'une part des volets sociaux, éducatifs et sécuritaires préventifs, et d'autre part des politiques répressives, est essentielle.

Comme démontré lors de différents travaux sur ce sujet¹, la lutte contre le terrorisme nécessite le renforcement de politiques coordonnées au niveau européen ainsi que le soutien, la protection et la revalorisation de tous les travailleurs du secteur public qui les mettent en œuvre (notamment les travailleurs sociaux, les éducateurs, les enseignants, les travailleurs du secteur des soins de santé, les policiers, les pompiers, le personnel pénitentiaire et les agents de probation).

La CESI rappelle son profond attachement à l'état de droit dont elle considère le respect comme une condition nécessaire dans l'élaboration de politiques adéquates contre la radicalisation et le terrorisme. Pour ce faire, et afin de soutenir l'Union européenne et les Etats membres dans la formulation et la mise en œuvre de politiques adéquates le plus rapidement possible, la CESI a relevé différents défis qu'il conviendra d'adresser:

I- Les défis liés au secteur de la sécurité

a) En termes de défis juridiques, la CESI:

1. Soutient l'adoption d'une directive relative à la lutte contre le terrorisme incriminant des actes préparatoires tels que l'entraînement, le fait de se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme, ainsi que le fait de se rendre complice d'une infraction terroriste, d'inciter à la commettre ou de tenter de la commettre.
2. Soutient une réforme de la Directive de 1991 sur le commerce des armes, visant à renforcer les contrôles relatifs à l'acquisition et à la possession d'armes à feu.
3. Soutient après de longs mois de négociations l'adoption et la mise en œuvre urgente d'une directive sur les données des dossiers passagers (PNR - Passenger Name Record) qui contraindrait les compagnies aériennes à transmettre les données de leurs passagers à des fins de prévention et de détection de formes graves de criminalité et d'infractions terroristes, tout en respectant les principes établis de protection des données personnelles ainsi que de proportionnalité.

4. Soutient une amélioration de la protection juridique des agents de la sécurité. Par exemple, une réflexion européenne sur la légitime défense et la protection d'identité est fortement encouragée.

b) En termes de défis pratiques et technologiques:

1. Il est urgent de mieux assurer la protection des «primo-intervenants», entre autres, les soldats, les policiers, les pompiers, et d'allouer à cet objectif les moyens matériels et financiers nécessaires, tant au niveau européen que national. A cette fin, il importe que:
 - les effectifs des policiers soient augmentés,
 - les équipements de protection souvent très lourds et encombrants soient modernisés et que le temps d'habillage et de déshabillage soit comptabilisé dans le temps de travail,
 - le personnel soit formé et sensibilisé aux différentes cultures afin de mieux appréhender les différences et gérer des situations parfois délicates,
 - le soutien psychologique soit renforcé voire créé.
2. Les soldats étant de plus en plus déployés dans la lutte contre le terrorisme alors que ceci ne fait originellement pas partie de leur mission, il importe de leur donner l'entraînement nécessaire.
3. Les coupes budgétaires dans certains Etats membres ont eu de lourdes conséquences pour lutter contre la cybercriminalité souvent liée au terrorisme. Il est donc urgent de remédier à cette situation par des investissements importants permettant d'acheter le matériel nécessaire, recruter des informaticiens et former le personnel policier.
4. Bien que des stratégies nationales soient importantes, la CESI rappelle qu'un soutien coordonné au niveau européen reste crucial. A ce sujet, elle salue la création de structures telles que le Centre européen de lutte contre le terrorisme et la fonction de coordinateur européen, mais elle encourage fortement une coopération encore plus étroite entre les différentes administrations publiques des Etats membres et les institutions européennes et internationales (telles qu'Europol, Interpol et Frontex).
5. De surcroît, le processus de radicalisation se déroulant ou se terminant aussi en dehors de l'Union européenne, notamment dans les camps d'entraînement terroriste et dans des zones de conflit, il est important de coopérer avec les pays tiers où existe un haut risque.
6. Les Etats membres devraient également recourir davantage et harmoniser les bases de données communes telles que le Système d'Information Schengen (SIS). En effet, bien que certains estiment à 5.000 le nombre de personnes susceptibles de commettre des attentats en Europe, seules 2.000 sont signalées dans cette base de données commune.
7. L'accès à l'information par les nouvelles technologies de communication représente un défi supplémentaire dans la lutte contre la radicalisation. Il est donc capital d'adopter des stratégies de lutte efficaces contre les discours haineux et la propagande en ligne. La



CESI salue les initiatives de prises de contacts entre les administrations publiques et les fournisseurs d'accès internet et souhaite qu'un équilibre soit trouvé entre, d'une part le respect de la liberté d'expression, et d'autre part le blocage d'un maximum de sites favorisant la radicalisation.

II- Les défis liés au secteur social, éducatif et de la santé

1. Il faut urgemment soutenir et former les différents travailleurs du secteur public qui sont en contact direct avec des personnes présentant un risque de radicalisation. En effet, bien que ces professionnels ne soient pas tous actifs dans le domaine de la sécurité, leur formation et leur connaissance des besoins des personnes à risque font qu'ils sont souvent les mieux placés pour reconnaître les personnes qui sont en train d'être radicalisées.
2. Il est fondamental de faire de l'éducation un vecteur d'intégration sociale et de transmission de valeurs telles que les droits civiques, la démocratie, les droits fondamentaux, la tolérance, le respect, procurant aux jeunes en voie de radicalisation une identité solide qui leur permet de construire leur soi et leurs repères.
3. Pour ce faire les enseignants doivent être davantage soutenus par les écoles et les écoles soutenues par l'Etat, pour parvenir ensemble à mieux orienter les élèves dans la constitution de leurs idées et leur identité. En effet, les adolescents et les jeunes adultes sont souvent les personnes les plus impressionnables donc celles pour lesquelles la propagande radicale représente le plus grand risque. Les secteurs de l'enseignement, de la formation et du travail auprès des jeunes sont souvent les mieux placés pour aider les jeunes à développer leurs capacités d'analyse critique. Or, de nombreux enseignants confrontés à ce phénomène estiment ne plus être en mesure de remplir leur mission pédagogique et les perturbations du déroulement scolaire conduisent certains élèves à une déscolarisation précoce les rendant encore plus sensibles au discours radical.
4. Face aux échecs scolaires et au chômage, souvent causes de frustrations expliquant la radicalisation de certains jeunes, il est urgent de remédier aux problèmes d'insertion professionnelle des jeunes².
5. Les élèves présentant des problèmes d'isolement, de repli sur soi, des maladies psychiques ou psychosomatiques doivent être pris en charge plus tôt. Pour ce faire, il est très important d'améliorer la collaboration entre le personnel éducatif et d'autres services publics, dont ceux de la santé.
6. Il est important de mettre en place des programmes de désengagement et de dé-radicalisation. Ces programmes doivent être complets

et adaptés aux situations et aux individus, notamment être composés d'un soutien psychologique, social et économique, impliquer des spécialistes, les familles et plus largement les communautés pour faciliter la réintégration³.

7. Enfin, la CESI estime qu'il est fondamental de créer davantage de programmes d'éducation non-formelle, de volontariat, d'activités sportives et des dialogues interculturels incluant activement les jeunes et leur permettant de diversifier leurs expériences et d'échanger avec d'autres cultures. Il est également important d'encourager la coopération avec des centres religieux qui peuvent faire face à certaines revendications confessionnelles.

III. Les défis liés au secteur de la justice

Plusieurs auteurs d'attentats ayant parachevé leur processus de radicalisation en prison, il est crucial de:

1. Lutter contre les privatisations du régime pénitentiaire qui conduit souvent à des décisions basées sur la rentabilité plutôt que sur la bonne gouvernance.
 2. Renforcer et soutenir le personnel des institutions pénitentiaires, notamment en les formant pour mieux comprendre, détecter les signes de radicalisation et répondre à la situation.
 3. Augmenter les services de suivi et les alternatives éducatives proposées aux repris de justice.
 4. Renforcer l'investissement dans les programmes de réhabilitation.
1. La CESI s'intéresse depuis un certain temps au phénomène de la radicalisation ainsi qu'aux défis qu'elle représente pour les services publics, notamment à travers un CESI@noon en mai 2015 et une conférence à Paris le 15 décembre 2015.
 2. Voir aussi l'Avis de la CESI, *Pour un accueil et une intégration réussis des migrants: soutenir les travailleurs du secteur public*.
 3. A ce titre, la politique d'accompagnement mise en œuvre par le maire de la ville danoise d'Aarhus peut servir d'exemple. En effet, la méthode appelée *SSP Method* est composée d'un suivi de jeunes susceptibles de se radicaliser dans les banlieues particulièrement touchées par le phénomène, d'un accompagnement des parents dont les enfants sont radicalisés ou en voie de radicalisation et d'un suivi psychologique des revenants des groupes extrémistes.





Des racines profondes, des branches solides

Fondé il y a plus de soixante ans au Luxembourg, le groupe KBL epb puise ses racines à travers l'Europe et vous offre de prendre appui sur des branches solides.



AMSTERDAM | BRUXELLES | LONDRES | LUXEMBOURG | MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU

CGFP-Audio-Nachrichten zum Downloaden

Unsere neuesten Audio news finden Sie auf unserer Webseite unter: www.cgfp.lu/audionews.html

Sie besitzen ein Smartphone oder ein Tablet? - Dann hören Sie doch einfach mal rein.

Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!

thyssekrupp

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
E-mail: luxembourg@thyssekrupp.com

Tel.: 40 08 96

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

AWIETOR
VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu

Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations (**Attention: nouvelles heures d'ouverture!**)

mardi: de 9h30 à 11h30 et de 14h30 à 16h30

mercredi: de 14h30 à 16h30

jeudi et vendredi: de 9h30 à 11h30

Tél.: 26 77 77 77 afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS 
Association de Formation et d'Appui scolaires a.s.b.l.

Stehen Sie nicht im Abseits –

Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätten „Kaweechelchen“ und „Am Butzenascht“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:

Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP

Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

Vos projets ont de l'avenir



Louis,
futur
artisan boulanger

Charlotte,
future
présidente d'association

BGL BNP PARIBAS
S'ENGAGE POUR CONCRÉTISER VOS PROJETS
AU LUXEMBOURG

Répondons à vos besoins dans l'une de nos agences,
par téléphone au 42 42-2000 ou sur bgl.lu



BGL BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change

bgl.lu

snaidero
CUCINE PER LA VITA

by **KITCHEN**
 Store

204, Route d'Arlon
 L-8010 Strassen

Tél. (+352) 26 11 98 50

www.kitchenstoreluxembourg.com



OLA20 Snaidero a piece of art by Pininfarina



D'ARMÉI, ENG ERAUSFUERDERUNG FIR DECH

D'Lëtzebuerger Arméi sicht jonk Leit fir de Fräiwëllegendéngscht.

An der Arméi léiers du deng Limiten ze iwwerwannen an däi perséinlecht Potential ze entwéckelen.
 Du bass een Deel vun engem staarken Team a setz dech fir anerer an. Du gëss op deng Missiounen virbereet a bauss dir deng professionnell
 Zukunft op. Déi kann an der Arméi sinn oder anzwousch anescht.

LËTZEBUERGER ARMÉI

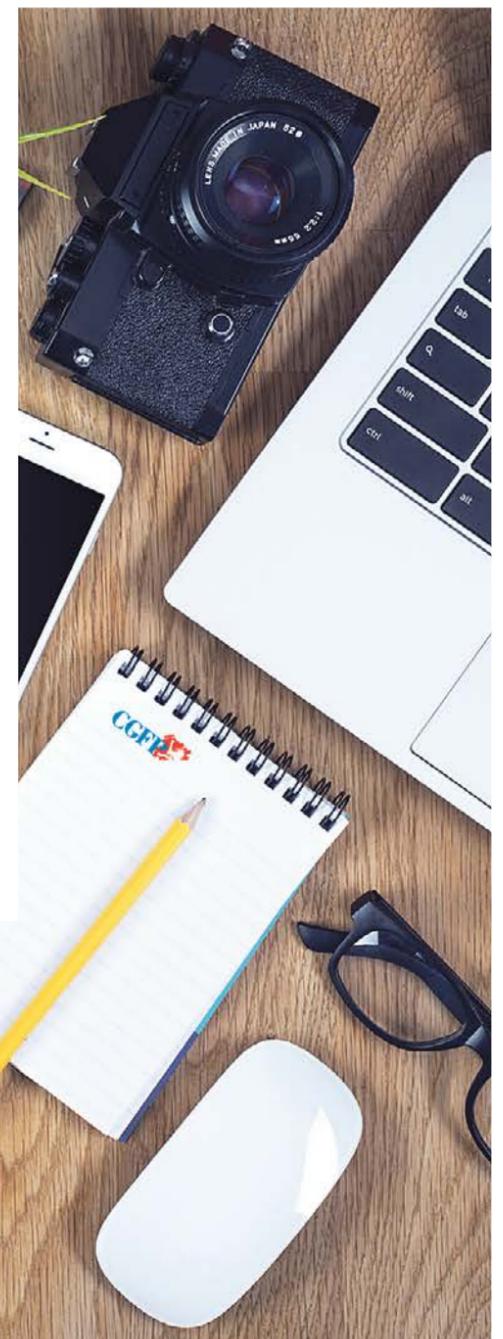
www.armee.lu
info@armee.lu
 Infotelefon 8002-4888



Le Point de contact européen
 Luxembourg 2016

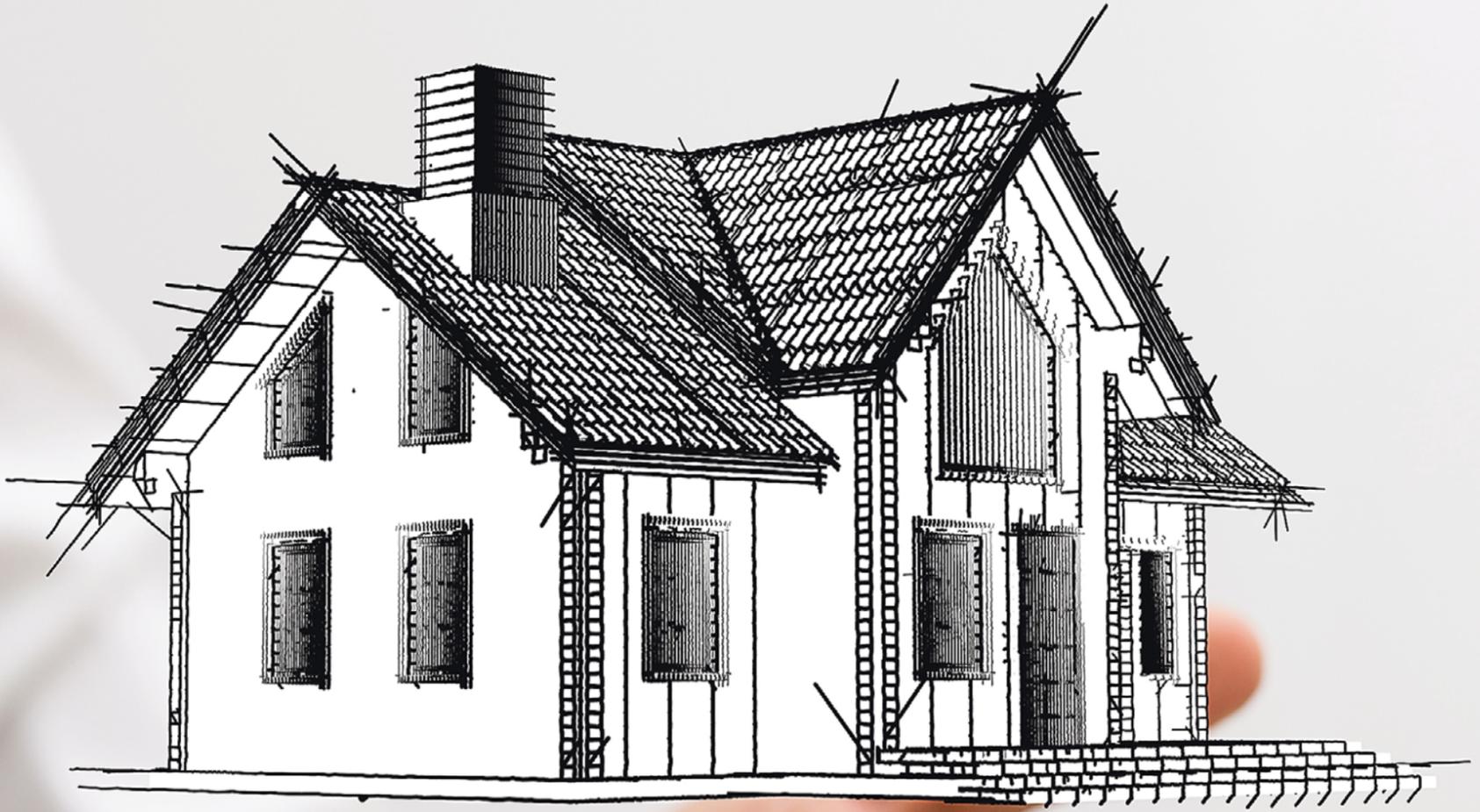
Nächst Anzeien ass de 05. September 2016
 Stéichdatum fir den Aschreiwungsformular
 eran ze schécken ass de 10. Juni 2016

Mir
 sichen:
 70 - 90
 Fraen a Männer



**Schnell und übersichtlich
 informiert:
www.cgfp.lu**

CGFP-Baukredit



Ihr Vorteil:

Ein **Direkt**-Abschluss Ihres Bausparvertrages bei der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement, der Fach-Einrichtung der Berufsorganisation der öffentlichen Funktion, sichert Ihnen den landesweit schnellsten und günstigsten Kredit. Für unverbindliche, vertrauliche und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**

METALICA HOME

TÜREN UND FENSTER PVC | ALU | HOLZ

VERANDA

SHOWROOM
VON 600 m²



*Är Fensterfabrik
zu Lëtzebuerg
zauter 60 Joer*

SICHER. WARM. SCHÖN.

SHOWROOM:

MONTAG BIS FREITAG: 9 - 19 UHR | SAMSTAG: 9 - 16.30 UHR

SCHÜCO
Partner

JOSKO
FENSTER & TÜREN

R
REYNALD

MADE IN
LUXEMBOURG



181 RUE DE LUXEMBOURG | L-4222 ESCH/ALZETTE | TÉL. +352 55 21 56 | WWW.METALICA.LU

BEAUCOUP VOUS PROPOSENT DES CUISINES,
CHEZ EFFETI NOUS VOUS FERONS CELA :



Effeti
CUCINE UNICHE

Miele **SUB-ZERO** **WOLF**
GAGGENAU **SIEMENS** **DuPont**
CORIAN

Effeti
117, route d'Arlon - L-8009 Strassen
(ancien local **Miele** die Küche)

Tél.: 26 11 92 16
info@effeti.lu
www.effeti.lu

Vous avez changé d'adresse?



Alors n'oubliez pas de nous le faire savoir en renvoyant le talon-réponse ci-dessous à la
CGFP / 488, route de Longwy / L-1940 Luxembourg
ou en utilisant le formulaire électronique sous: www.cgfp.lu/Changement-adresse.html



Ancienne adresse	Nouvelle adresse
Nom:
Prénom:
No et rue:
Code postal:
Localité:
email:	



Renault TALISMAN Grandtour

Maîtrisez votre trajectoire



à partir de

26.450 € TVAc*

Laissez-vous séduire par l'extrême agilité et tenue de route de Renault TALISMAN Grandtour avec son châssis 4Control® à 4 roues directrices et amortissement piloté.

3,7 - 6,0 L/100 KM. 98 - 135 G CO₂/KM. DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

* Talisman Grandtour Life Energy dCi 110. Prix catalogue conseillé de base sans options TVAc.

Renault préconise elf

renauld.lu

RENAULT GASPERICH
2 rue Robert Stumper
L - 2557 LUXEMBOURG
40.30.40.1

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE
rue Jos Kieffer
L- 4176 ESCH-SUR-ALZETTE
57.29.76.1

RENAULT DIEKIRCH
26 Route d'Ettelbrück
L - 9230 DIEKIRCH
80.88.80.1



LUX VOYAGES

Argentinien & Chile Faszination Patagonien



Studiosus



Qué bárbaro – wie schön! Lassen Sie sich während dieser 15-Tage-Studienreise von den atemberaubenden Naturschönheiten in Argentinien und Chile verzaubern: kalbende Gletscher in der wilden Bergwelt der Anden, magische Fjorde in der „Chilenischen Schweiz“, die zum UNESCO-Weltnaturerbe gehörende Valdés-Halbinsel und die endlose Weite Patagoniens. Neben ursprünglichen Landschaften werden Sie ebenfalls die mondänen Metropolen Buenos Aires und Santiago de Chile erkunden. In Argentinien liegt Tangomusik in der Luft, überall musizieren Bandoneonspieler auf den Straßen und vor den prachtvollen Bauten. Anschließend durchqueren Sie die einzigartige patagonische Steppe und erreichen die Halbinsel Valdés mit ihrer artenreichen Tierwelt. Von Puerto Madryn aus fliegen Sie ans „Ende der Welt“: Ushuaia ist eine moderne, skandinavisch anmutende Stadt an der untersten Spitze Südamerikas. Ein Boot bringt Sie durch den Beagle-Kanal zu Inseln, auf denen Seelöwen und Kormorane zu Hause sind, derweil eine magische und märchenhafte Natur Ihre Sinne beim Spaziergang durch den Feuerland-Nationalpark verwöhnt. Der Paine-Nationalpark in Chile scheint von Meisterhand geschaffen: schroffe Granitzinnen, eisbedeckte Gipfel und malachitgrüne Seen. Ein einmaliges Naturerlebnis! Im Nationalpark Vicente Pérez Rosales können Sie u.a. den schneebedeckten Gipfel des Vulkans Osorno bewundern, ehe Sie dann in Santiago de Chile bei einem Pisco Sour die Reise noch einmal Revue passieren lassen und die Heimreise antreten.

Reisepreis ab 5.290€ / Person im DZ, inklusive

- Bahnreise von Luxemburg nach Frankfurt und zurück
- Linienflug (Eco) ab Frankfurt und zurück mit Lan/Tam
- Inlandsflüge (Eco) laut Programm
- 12 Übernachtungen mit Frühstück in Hotels, alle Zimmer mit Bad/WC
- Transfers, Ausflüge und Rundreise in landesüblichen Reisebussen
- Bootsfahrt, Eintrittsgelder und Nationalparkgebühren laut Programm
- Qualifizierte Studiosusreiseleiter und örtliche Fremdenführer
- Infopaket und Reiseliteratur

Termine 2016: 15.10. / 29.10. / 12.11. / 26.12.

Termine 2017: 28.1. / 18.2. / 4.3.

Gerne beraten wir Sie und stellen Ihnen die ausführliche Reisebeschreibung dieser und einer Vielfalt anderer Studienreisen vor. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.



LUX VOYAGES s.à r.l.

25-A, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Mehr IQ für mehr qm!
Mit BHW zuverlässig in die eigenen vier Wände

Wohneigentum ist alles: Vermögensaufbau, Anlageoptimierung, solide Altersvorsorge. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

